

MEMORIAL

Journal Officiel du Grand-Duché de Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt des Großherzogtums Luxemburg

RECUEIL DES SOCIETES ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1284 20 mai 2014

SOMMAIRE

Arena S.A	IPharma Consulting (SPF) S.A 61590
Arkinen Corporation Linked 61587	Iris Garden S.A 61588
Bellstar Immobilier S.A61586	Jalicom International S.A 61591
Belmond Luxembourg Holdings S.à r.l 61586	Jarys S.A61592
Belmond Management Services S.à r.l 61587	Johnson Controls Olympus S.à r.l 61591
BENELUX Toiture S.A	José de Mello International
Biginvest S.A 61587	Keystone Developers S.A
Body Alive Sàrl	Kleopatra Holdings 161593
Bubalus Investment S.à r.l 61586	Kresge S.A61590
Coveris Flexibles Holdings S.à r.l 61586	LG Sport Management, S.e.n.c61593
Halym SA61594	Lion/Seneca Lux 1 S.à r.l
Hansainvest Lux S.A61592	Lucy V Finance S.à r.l
Hauck & Aufhäuser Investment Gesell-	Lune Investissement S.à r.l 61618
schaft S.A 61588	Luxberg S.A
Hausimmo Sàrl61592	Luxembourg International Consulting S.A.
Hunt & Fish Medias S.A61594	61595
ID Concept S.à r.l 61589	Luxintercom S.A
IF-Fund Services	M.B.C. Luxembourg
Immobilière de la Ville Haute S.A 61588	Mega Brands International61595
Immobilière Goesdorf S.A 61596	Mitor S.A61594
Immocrea S.A	Noble Drilling (Luxembourg) S.à r.l 61628
Industrie Nähmaschinen Holding 61589	Oz Holding S.à.r.l 61609
Industrie Nähmaschinen Holding 61589	Parma Investments S.A61632
International Business Services & Partners	Phoenix E1 - Buckower Damm61618
S.A61593	Pindo S.A61618
International Fair Consulting S.A 61590	Tele Columbus Management S.à r.l 61599
International Shopping Centre Investment	-
C A 41E90	



Coveris Flexibles Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 11.712.500,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 156.058.

Par résolutions signées en date du 13 mars 2014, l'associé unique a décidé de nommer Laura Spitoni, avec adresse professionnelle au 1B, rue Heienhaff, L-1736 Senningerberg, au mandat de gérant de catégorie B, avec effet immédiat et pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 mars 2014.

Référence de publication: 2014040640/13.

(140047485) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 mars 2014.

Arena S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5752 Frisange, 4, route de Luxembourg.

R.C.S. Luxembourg B 127.878.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014040567/9.

(140047217) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 mars 2014.

Bellstar Immobilier S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2213 Luxembourg, 16, rue de Nassau.

R.C.S. Luxembourg B 158.385.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014040584/9.

(140047461) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 mars 2014.

Belmond Luxembourg Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5365 Munsbach, 6C, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 95.988.

Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 mars 2014.

Référence de publication: 2014040586/10.

(140047123) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 mars 2014.

Bubalus Investment S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 158.025.

Les comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 mars 2014.

Signature

Le mandataire

Référence de publication: 2014040595/13.

(140047268) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 mars 2014.



Body Alive Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9905 Troisvierges, 44, Grand-rue. R.C.S. Luxembourg B 152.846.

Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 20 mars 2014

- L'Assemblée Générale décide de transférer le siège de la société à l'adresse suivante:

Grand Rue, 44

L-9905 Troisvierges

Extrait sincère et conforme

Un mandataire

Référence de publication: 2014040590/13.

(140047514) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 mars 2014.

Belmond Management Services S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5365 Munsbach, 6C, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 95.989.

Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 mars 2014.

Référence de publication: 2014040587/10.

(140047122) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 mars 2014.

Arkinen Corporation Linked, Société Anonyme.

Siège social: L-2320 Luxembourg, 80, boulevard de la Pétrusse.

R.C.S. Luxembourg B 169.530.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014040570/10.

(140047106) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 mars 2014.

Biginvest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4940 Bascharage, 111-115, avenue de Luxembourg.

R.C.S. Luxembourg B 153.042.

Extrait des Résolutions de l'administrateur unique prises à Luxembourg le 20/02/2014

L'administrateur décide de transférer le siège sociale de la société de son adresse actuelle vers le 111/115 Avenue de Luxembourg, L-4940 Bascharage avec effet au 20 Février 2014.

Référence de publication: 2014040605/10.

(140047371) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 mars 2014.

Immocrea S.A., Société Anonyme.

R.C.S. Luxembourg B 134.996.

Par la présente, nous vous informons de la dénonciation du siège social de la société Immocrea S.A., 1, Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, RCS Luxembourg B134996, en date du 20 mars par Facts Services S.A., et ce avec effet immédiat.

Luxembourg, le 20 mars 2014.

Pour copie conforme

Référence de publication: 2014040806/11.

(140047536) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 mars 2014.



Immobilière de la Ville Haute S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2412 Luxembourg, 40, Rangwee.

R.C.S. Luxembourg B 84.314.

Le bilan au 31 décembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

IMMOBILIERE DE LA VILLE HAUTE S.A.

Référence de publication: 2014040823/11.

(140046975) Déposé au registre de commerce et des sociét<u>és</u> de Luxembourg, le 20 mars 2014.

Iris Garden S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 44, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 57.851.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire tenue extraordinairement le 4 mars 2014 à 11.30 heures à Luxembourg

L'Assemblée générale apprend avec regret le décès de Monsieur Jean-Pierre Wespi, Commissaire aux Comptes de la société.

L'Assemblée générale décide de nommer en remplacement la société:

THE CLOVER

Société anonyme

R.C.S. Luxembourg B 149293

6, rue d'Arlon

L-8399 Windhof

Le mandat du nouveau Commissaire aux Comptes prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire qui statuera sur les comptes arrêtés au 31 décembre 2013

Pour copie conforme

FIDUPAR

Référence de publication: 2014040814/20.

(140047301) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 mars 2014.

Hauck & Aufhäuser Investment Gesellschaft S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5365 Munsbach, 1C, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 31.093.

Auszug aus dem Beschluss des Aufsichtsrates vom 17. März 2014:

Der Aufsichtsrat der HAIG bestellt, rückwirkend zum 15.03.2014,

- Herrn Achim Welschoff

Berufsadresse: 1c, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach

und

- Herrn Stefan Schneider

Berufsadresse: 1c, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach

erneut zum Vorstand der Hauck & Aufhäuser Investment Gesellschaft S.A. für eine Amtszeit von 3 Jahren und damit bis zum 15.03.2017.

Auszug aus dem Beschluss des Vorstandes vom 17. März 2014:

Der Vorstand der Hauck & Aufhäuser Investment Gesellschaft S.A. hat einstimmig Herrn Achim Welschoff zum Vorstandsvorsitzenden ernannt (rückwirkend zum 15.03.2014).

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Munsbach, den 20.03.2014.

Hauck & Aufhäuser Investment Gesellschaft S.A.

Achim Welschoff / Stefan Schneider

Référence de publication: 2014040794/23.

(140047128) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 mars 2014.



International Shopping Centre Investment S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 154.553.

En date du 19 mars 2014, les associés ont pris les décisions suivantes:

- 1. L'acceptation de la démission de Madame Magdalena Cornelia de VRIES de ses fonctions d'administrateur de classe B de la Société avec effet au 17 mars 2014:
- 2. Election du nouvel administrateur de classe B et président du conseil d'administration, à compter du 17 mars 2014, jusqu'à l'assemblée générale qui se tiendra en l'année 2020:
- * Monsieur Bernardus Arie van der KLIFT, né le 12 juillet 1959, à Driebergen-Rijsenburg, Pays-bas, ayant pour adresse professionnelle Stationsplain 97, Utrecht, NL- 3511ED, Pays-bas.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

International Shopping Centre Investment S.A.

Jean-Jacques JOSSET

Administrateur de Classe B

Référence de publication: 2014040812/18.

(140046961) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 mars 2014.

ID Concept S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-7327 Steinsel, 35, rue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 121.990.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014040817/9.

(140047218) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 mars 2014.

Industrie Nähmaschinen Holding, Société Anonyme.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 5.621.

Extrait des décisions prises par l'assemblée générale des actionnaires tenue en date du 12 mars 2014

Le siège social a été transféré de L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte à L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert, avec effet au 1 er mars 2014.

Veuillez noter que l'adresse professionnelle de Mesdames Valérie PECHON et Ingrid CERNICCHI se situe désormais à L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

Luxembourg, le 20 mars 2014.

Pour extrait et avis sincères et conformes

Pour INDUSTRIE NÄHMASCHINEN HOLDING

Intertrust (Luxembourg) S.à r.l.

Référence de publication: 2014040828/16.

(140047025) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 mars 2014.

Industrie Nähmaschinen Holding, Société Anonyme.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 5.621.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour INDUSTRIE NÄHMASCHINEN HOLDING

Intertrust (Luxembourg) S.à r.l.

Référence de publication: 2014040829/11.

(140047379) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 mars 2014.



IPharma Consulting (SPF) S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-8211 Mamer, 53, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 112.395.

Le Bilan au 31 décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 décembre 2013.

Chotin Barbara.

Référence de publication: 2014040834/10.

(140047288) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 mars 2014.

International Fair Consulting S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9991 Weiswampach, 28, Gruuss Strooss.

R.C.S. Luxembourg B 50.123.

1) Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires tenue en date du 19 mars 2014

Première résolution

L'Assemblée Générale constate que le mandat d'administrateur de Monsieur Udo DREHER, de Monsieur Mattias DREHER et celui de Madame Katleen DREHER est arrivé à échéance à la date de l'assemblée générale qui aurait dû être tenue le 10 mai 2013. Leur mandat n'ayant pas été formellement renouvelé, l'Assemblée Générale décide de renouveler le mandat d'administrateur de Monsieur Udo DREHER, de Monsieur Mattias DREHER et de Madame Katleen DREHER à compter du 10 mai 2013 et jusqu'à l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra en l'année 2019.

Deuxième résolution

L'Assemblée Générale décide de renouveler le mandat de commissaire aux comptes de Madame Simone DREHER BOTHMER qui a expiré lors de l'assemblée générale qui aurait dû être tenue le 10 mai 2013. Son mandat n'ayant pas été formellement renouvelé, l'Assemblée Générale décide de renouveler le mandat de commissaire de Madame Simone DREHER BOTHMER jusqu'à l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra en l'année 2019.

2) Extrait des décisions du Conseil d'Administration prises en date du 19 mars 2014

Première résolution

Le Conseil d'Administration décide de nommer Monsieur Udo DREHER, Président du Conseil d'Administration. Il occupera cette fonction durant toute la durée de son mandat d'administrateur au sein de la Société.

Deuxième résolution

Le Conseil d'Administration constate que le mandat d'administrateur-délégué de Monsieur Mattias DREHER a expiré lors de l'assemblée générale qui aurait dû être tenue le 10 mai 2013 et décide de le renouveler à compter de cette date et jusqu'à l'expiration de son mandat d'administrateur au sein de la Société.

Pour INTERNATIONAL FAIR CONSULTING

Référence de publication: 2014040833/28.

(140047347) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 mars 2014.

Kresge S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 137.007.

EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de l'Assemblée Générale du 18 mars 2014, statuant sur les comptes annuels au 31 décembre 2012 que:

Suite à la démission de Madame Mireille GEHLEN, en qualité d'Administrateur de la société, l'Assemblée Générale Statutaire décide d'élire, jusqu'à l'Assemblée Générale Statutaire qui se tiendra en 2018:

- Madame Martine STIEVEN, née le 08 mai 1968 à Aumetz (France), demeurant professionnellement au 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg.

Fait à Luxembourg, le 18 mars 2014.

Certifié sincère et conforme

Référence de publication: 2014040853/16.

(140046943) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 mars 2014.



Jalicom International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8211 Mamer, 53, route d'Arlon. R.C.S. Luxembourg B 164.602.

Le Bilan au 31 décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 mars 2014.

Delphine MUNIER.

Référence de publication: 2014040841/10.

(140047426) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 mars 2014.

Johnson Controls Olympus S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert. R.C.S. Luxembourg B 181.630.

Extrait des décisions prises par l'associée unique en date du 21 février 2014

- 1. Monsieur Vincent REGNAULT DE BOUTTEMONT a démissionné de son mandat de gérant B.
- 2. Madame Ingrid CERNICCHI, administrateur de sociétés, née à Metz (France), le 18 mai 1983, demeurant professionnellement à L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert, a été nommée comme gérante B pour une durée indéterminée, avec effet au 21 février 2014.

Extrait des décisions prises par l'associée unique en date du 19 mars 2014

1. Le siège social a été transféré de L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte à L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert avec effet au 1 er mars 2014.

Veuillez prendre note que Monsieur Andrew O'Shea, gérant B de la Société, réside désormais professionnellement à L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert avec effet au 1 ^{er} mars 2014.

Luxembourg, le 19 mars 2014.

Pour extrait et avis sincères et conforme Pour Johnson Controls Olympus S.à r.l. Intertrust (Luxembourg) S.à r.l.

Référence de publication: 2014040839/22.

(140046974) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 mars 2014.

IF-Fund Services, Société Anonyme.

Siège social: L-2529 Howald, 45, rue des Scillas. R.C.S. Luxembourg B 180.355.

EXTRAIT

Le Conseil d'Administration du 19 février 2014 a nommé:

- la société BDO Audit, établie et ayant son siège social à L-1653 Luxembourg-Ville, 2 Avenue Charles de Gaulle, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 147570, en qualité de Réviseur d'Entreprises Agréé, pour une durée d'un an, soit jusqu'à l'issue de l'assemblée générale annuelle de 2014;
- Monsieur Daniel FONDU, directeur, né le 16 juin 1959 à Lobbes (Belgique), demeurant professionnellement à L-2529 Howald, 45 rue des Scillas, en qualité de Directeur en charge de la gestion journalière de la société, jusqu'à l'issue de l'assemblée générale annuelle de 2014;
- Monsieur Arnaud DELALLE, directeur, né le 27 août 1981 à Thionville (France), demeurant professionnellement à L-2529 Howald, 45 rue des Scillas, en qualité de Directeur en charge de la gestion journalière de la société, jusqu'à l'issue de l'assemblée générale annuelle de 2014;

Messieurs Daniel FONDU et Arnaud DELALLE seront capables d'engager la société sous leur signature conjointe à l'égard des tiers dans le cadre de la gestion journalière des affaires de la société et sa représentation.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Howald. Signature.

Référence de publication: 2014040818/22.

(140047179) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 mars 2014.



Jarys S.A., Société Anonyme.

R.C.S. Luxembourg B 159.576.

FIDUCIAIRE DU KIEM S.à r.l., en sa qualité de domiciliataire, dénonce avec effet immédiat la convention de domiciliation conclue avec la société anonyme JARYS S.A., ayant son siège social au 24, rue des Genêts, L-1621 Luxembourg, R.C.S. Luxembourg B 159576.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014040842/10.

(140046886) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 mars 2014.

José de Mello International, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe.

R.C.S. Luxembourg B 167.420.

EXTRAIT

L'associé unique, dans ses résolutions du 19 mars 2014, a pris note du non renouvellement de candidature de Monsieur Jorge Manuel PEREIRA CALDAS GONCALVES aux fonctions de gérant de la société et a nommé en remplacement:

- Mr Pedro Jácome DA COSTA MARQUES HENRIQUES, gérant, Rua Dr. Alfredo da Costa, n° 13 -1A, Miraflores -1495-130 Algés, Portugal.

Son mandat prendra fin lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes au 31 décembre 2013.

L'associé unique, dans ses résolutions du 19 mars 2014, a renouvelé les mandats des gérants.

- Mr Luis Eduardo BRITO FREIXIAL DE GOES, gérant, rua do Quelhas, 30, 1200-781 Lisbonne, Portugal.
- Mrs Paula Helena ROSEIRA DIAS AI QUINTAS NUNES, gérant, rua Antonio Ferro, 80-D, 2765-517 Estoril, Portugal. Leurs mandats prendront fin lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes au 31 décembre 2013.

L'associé unique, dans ses résolutions du 19 mars 2014, a confirmé la nomination d'audit.lu aux fonctions de commissaire aux comptes de la société avec effet au 5 mars 2012 et a renouvelé son mandat comme suit:

- audit.lu, réviseur d'entreprises, 42, rue des Cerises, L-6113 Junglinster, R.C.S. Luxembourg B 113.620.

Son mandat prendra fin lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes au 31 décembre 2013.

Luxembourg, le 19 mars 2014.

Pour JOSE DE MELLO INTERNATIONAL

Société à responsabilité limitée

Référence de publication: 2014040840/25.

(140047235) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 mars 2014.

Hansainvest Lux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5365 Munsbach, 14, Parc d'Activité Syrdall.

R.C.S. Luxembourg B 28.765.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014040792/9.

(140047487) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 mars 2014.

Hausimmo Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2537 Luxembourg, 19, rue Sigismond.

R.C.S. Luxembourg B 105.812.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations. Luxembourg, le 10 mars 2014.

Référence de publication: 2014040797/10.

(140047593) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 mars 2014.



International Business Services & Partners S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25A, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 35.973.

Par la présente, le conseil d'administration note le changement d'adresse de Monsieur Régis COPPEX, né le 27/11/1954 à Lyon (France) administrateur de la société. La nouvelle adresse de Monsieur Coppex est 7, Chemin de la Lêchère CH-1117 Grancy (Suisse).

Référence de publication: 2014040832/10.

(140047045) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 mars 2014.

Keystone Developers S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1313 Luxembourg, 2A, rue des Capucins.

R.C.S. Luxembourg B 184.705.

Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 mars 2014.

Référence de publication: 2014040846/10.

(140047491) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 mars 2014.

LG Sport Management, S.e.n.c., Société en nom collectif.

Siège social: L-4831 Rodange, 277, route de Longwy.

R.C.S. Luxembourg B 151.315.

Entre les soussignés

1. Monsieur LEYDER, Jean-Marie Joseph Nicolas, retraité, demeurant à L-4831 Rodange 277 route de Longwy

2. Monsieur GROZA, Viorel Adrian, employé privé, demeurant à F-54150 Norroy Le Sec 13bis rue Victor Hugo Agissant, respectivement en tant que gérant-administratif et gérant de la société.

Ont décidé de cesser toutes les activités liées à l'entreprise et de dissoudre la société. Les comptes ont été approuvés, les parts sociales ont été redistribuées aux associés et la société a été liquidée définitivement. La procédure légale a été appliquée en matière de contributions directes et de T.V.A. Le matériel appartenant à la société a été réparti de commun accord entre les associés. Les livres et documents sociaux de la société seront conservés, au moins pendant 5 ans (art. 151 de la loi du 10 août 1915) au domicile privé de Monsieur LEYDER Jean-Marie à savoir 277, route de Longwy L-4831 Rodange.

Fait à Rodange, le 28 février 2014.

Jean-Marie Leyder / Viorel Adrian Groza

Gérant-administratif / Gérant

Référence de publication: 2014040874/20.

(140046856) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 mars 2014.

Kleopatra Holdings 1, Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 173.463.

Les comptes annuels au 30 septembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 mars 2014.

Kleopatra Holdings 1 S.C.A.

Kleopatra Holdings GP S.A.

Actionnaire Commandité

P.L.C. van Denzen / G.B.A.D. Cousin

Référence de publication: 2014040848/14.

(140047250) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 mars 2014.



Halym SA, Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 11A, boulevard du Prince Henri. R.C.S. Luxembourg B 142.301.

Extrait du Procès-Verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire tenue le 4 novembre 2013

Deuxième résolution

Les mandats des Administrateurs et du Commissaire étant arrivés à échéance à l'issue de la présente Assemblée, l'Assemblée Générale décide de renouveler avec effet immédiat le mandat d'Administrateur de Monsieur Claude SCHMITZ, Conseiller fiscal, né à Luxembourg le 23 septembre 1955, domicilié professionnellement à Luxembourg au 2, Avenue Charles de Gaulle L-1653 Luxembourg, de Monsieur Pierre LENTZ, Expert-comptable, né à Luxembourg le 22 avril 1959, domicilié professionnellement à Luxembourg au 2, Avenue Charles de Gaulle L-1653 Luxembourg; Monsieur Jan VANDEWIELE, chef d'Entreprises, né à Marke (Belgique) le 19 juillet 1978, demeurant au 24, rue des marroniers, B-7711 Dottignies, ainsi que celui de Commissaire de la société AUDIEX S.A., ayant son siège social au 9, Rue du Laboratoire, L-1911 Luxembourg, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous la section B et le numéro 65.469, pour une nouvelle période de six ans jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale Statutaire annuelle qui se tiendra en 2019.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

HALYM S.A.

Société Anonyme

Référence de publication: 2014040791/22.

(140046767) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 mars 2014.

Hunt & Fish Medias S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1221 Luxembourg, 169, rue de Beggen.

R.C.S. Luxembourg B 183.653.

Extrait de la résolution du conseil d'administration prise en date du 24 février 2014

En date du 24 février 2014, les membres du Conseil d'administration ont pris la résolution de transférer le siège social de la Société de L-1330 Luxembourg, 34A, Boulevard Grande-Duchesse Charlotte à L-1221 Luxembourg, 169, Rue de Beggen, avec effet au 1 er mars 2014.

La nouvelle adresse professionnelle de Monsieur François Georges sera la suivante à partir du 1 ^{er} mars 2014: L-2168 Luxembourg, 127, Rue de Mühlenbach.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 1 ^{er} mars 2014.

HUNT & FISH MEDIAS S.A.

Référence de publication: 2014040789/16.

(140047372) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 mars 2014.

Mitor S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2613 Luxembourg, 5, place du Théâtre.

R.C.S. Luxembourg B 43.364.

Extrait du Procès-verbal du conseil d'administration tenu le 13 mars 2014 à 14.00 heures au siège social

En sa réunion du 13 mars 2014, le conseil d'administration a décidé de nommer en son sein un président en la personne de:

Monsieur Marco HONEGGER, demeurant au 23/1 Via dell'Annunciata, I-20121 MILANO, Italie, administrateur de la société. Son mandat de président du conseil d'administration venant à échéance à la même date d'échéance de son mandat d'administrateur, notamment, à la date de l'assemblée générale annuelle approuvant les comptes annuels au 30 juin 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 mars 2014.

Pour la Société

Référence de publication: 2014040925/16.

(140047441) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 mars 2014.



Luxintercom S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 11A, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 57.092.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

LUXINTERCOM S.A.

Société Anonyme

Référence de publication: 2014040886/11.

(140047042) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 mars 2014.

Luxberg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1512 Luxembourg, 6, rue Pierre Federspiel.

R.C.S. Luxembourg B 51.013.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Signature

Référence de publication: 2014040884/11.

(140047118) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 mars 2014.

Luxembourg International Consulting S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1371 Luxembourg, 7, Val Sainte Croix.

R.C.S. Luxembourg B 40.312.

Les comptes annuels au 31 Décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014040885/10.

(140047267) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 mars 2014.

M.B.C. Luxembourg, Société Anonyme.

Siège social: L-8308 Capellen, 75, Parc d'Activités.

R.C.S. Luxembourg B 112.930.

Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014040888/9.

(140046970) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 mars 2014.

Mega Brands International, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2417 Luxembourg, 10, rue de Reims.

R.C.S. Luxembourg B 99.516.

Les comptes annuels consolidé de MEGA Brands Inc., maison-mère de la Société au 31 décembre 2005 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Pour la Société

Un Gérant

Référence de publication: 2014040902/13.

(140046806) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 mars 2014.



BENELUX Toiture S.A., Société Anonyme, (anc. Immobilière Goesdorf S.A.).

Siège social: L-9653 Goesdorf, 3, Op der Tomm. R.C.S. Luxembourg B 95.883.

L'an deux mille quatorze.

Le onze mars

Par-devant Maître Henri BECK, notaire de résidence à Echternach (Grand-Duché de Luxembourg).

S'est réunie

l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme Immobilière Goesdorf S.A., avec siège social à L-9653 Goesdorf, 3, Op der Tomm, inscrite au registre de commerce et des sociétés à Luxembourg sous le numéro B 95.883 (NIN 2002 2218 507),

constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date du 12 juillet 2002, publié au Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations numéro 1351 du 18 septembre 2002, et dont les statuts ont été modifiés suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date du 18 octobre 2012, publié au Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations numéro 2878 du 27 novembre 2012,

au capital social de trente-et-un mille Euros (€ 31.000.-), représenté par trois cent dix (310) actions d'une valeur nominale de cent Euros (€ 100.-) chacune, entièrement libérées.

L'assemblée est présidée par Monsieur Raymond FRITSCH, comptable, demeurant à L-2175 Luxembourg, 27 rue Alfred de Musset,

qui désigne comme secrétaire et l'assemblée choisit comme scrutateur Madame Manuela MARAITE, employée privée, demeurant à L-2175 Luxembourg, 27 rue Alfred de Musset.

- I. L'ordre du jour est conçu comme suit:
- 1.- Changement de la dénomination sociale en BENELUX Toiture S.A. avec modification de l'article 1 ^{er} des statuts afin de lui donner la teneur suivante:
 - Art. 1 er . Il existe une société anonyme sous la dénomination de BENELUX Toiture S.A..
 - 2.- Modification de l'article 3 des statuts afin de lui donner la teneur suivante:
 - " Art. 3. La société a pour objet:
 - l'exploitation d'une entreprise de toiture, de charpente et de ferblanterie;
 - les travaux de façades en ardoise, ainsi que
 - la vente de matériaux y relatifs.

D'une façon générale, la société pourra faire tous actes, prestations, transactions, entreprises ou opérations commerciales, industrielles, financières, mobilières ou immobilières se rapportant directement ou indirectement à son objet social ou qui seront de nature à en faciliter ou développer sa réalisation."

- 3.- Modification de l'article 5 des statuts afin de lui donner la teneur suivante:
- " **Art. 5.** Le capital social est fixé à trente-et-un mille Euros (€ 31.000,-) divisé en trois cent dix (310) actions ayant chacune une valeur nominale de cent Euros (€ 100,-) et intégralement libérées.

Le capital souscrit peut être augmenté ou réduit par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des statuts.

La société est autorisée à racheter ses propres actions souscrites et entièrement libérées en conformité avec les dispositions de l'article 49-8 de la loi sur les sociétés commerciales telle que modifiée ultérieurement étant entendu que le paiement du prix de rachat peut uniquement se faire au moyen de sommes disponibles pour la distribution, y compris la réserve extraordinaire constituée par des fonds reçus par la société comme prime payée sur l'émission de ses propres actions ou comme résultat d'une nouvelle émission faite dans ce dessein. La décision du rachat de telles actions ainsi que les conditions d'un tel rachat sont prises par la simple majorité des actionnaires présents ou représentés lors d'une assemblée générale extraordinaire.

L'assemblée des actionnaires est autorisée à déterminer le nombre des actions qui peuvent être rachetées ainsi que la période pendant laquelle ce rachat peut être effectué, sous condition que tous les actionnaires soient traités d'une façon égale. Le rachat sera fait de tous les actionnaires proportionnellement à leur mise dans le capital social.

Les actionnaires seront informés par lettre recommandée dans les quinze (15) jours ouvrables suivant la décision de rachat.

L'assemblée des actionnaires est autorisée à déterminer le prix de rachat qui ne peut pas être en dessous de la valeur nominale des actions.

Les actionnaires sont encore autorisés à déterminer les conditions de paiement du prix de rachat.



Les actions rachetées par la société ne donnent aucun droit de vote et ne peuvent recevoir paiement d'aucun dividende ou somme provenant de la liquidation, à partir du rachat des actions par la société."

- 4.- Modification du dernier alinéa de l'article 10 des statuts fin de lui donner la teneur suivante:
- " Art. 10. (dernier alinéa). La société est valablement engagée en toutes circonstances comme suit:
- par la signature conjointe de deux administrateurs,
- par la signature individuelle du président du conseil d'administration,

ou par la signature individuelle du délégué à la gestion journalière, dans le cadre de la gestion journalière des affaires de la société, sans préjudice des décisions à prendre quant à la signature sociale en cas de délégation de pouvoirs et mandats conférés par le conseil d'administration."

- 5.- Acceptation de la démission de Madame Corinne PARMENTIER de son poste d'administrateur de la société avec décharge pour l'exécution de son mandat.
- 6.- Acceptation de la société anonyme SOCIETE DE PARTICIPATION INDUSTRIELLE ET IMMOBILIERE VERMEIL S.A., en abrégé, SPII VERMEIL S.A. de son poste de commissaire aux comptes de la société avec décharge pour l'exécution de son mandat.
- 7.- Nomination de la société anonyme SOCIETE DE PARTICIPATION INDUSTRIELLE ET IMMOBILIERE VERMEIL S.A., en abrégé, SPII VERMEIL S.A., ayant son siège social à L-2175 Luxembourg, 27, rue Alfred de Musset, inscrite au registre de commerce et des sociétés à Luxembourg sous le numéro B 51.817, en tant qu'administrateur de la société, son mandat expirant à l'assemblée générale de 2017.
- 8.- Nomination de Madame Sara SZYLAR, employée privée, demeurant professionnellement à L-2175 Luxembourg, 27 rue Alfred de Musset, en tant que commissaire aux comptes, son mandat expirant à l'assemblée générale de 2017.
- 9.- Nomination de Monsieur Sacha MARAITE, maître-couvreur, demeurant professionnellement à L-9653 Goesdorf, 3, Op der Tomm, en tant que délégué à la gestion journalière de la société, son mandat expirant à l'assemblée générale de 2017.
- 10.- Acceptation de la démission de Monsieur Raymond FRITSCH de son poste d'administrateur-délégué avec décharge pour l'exécution de son mandat.
 - 11.- Nomination de Monsieur Raymond FRITSCH en tant que président du conseil d'administration.
- II. Il a été établi une liste de présence renseignant les actionnaires présents et représentés ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent, laquelle liste après avoir été signée par les comparants et signée ne varietur par le notaire instrumentant restera annexée au présent acte pour être formalisée avec lui.
- III. Il résulte de cette liste de présence que tous les actionnaires sont présents ou représentés à l'assemblée. Dès lors l'assemblée est régulièrement constituée et peut valablement délibérer, sur l'ordre du jour dont les actionnaires ont pris connaissance avant la présente assemblée.
 - IV. Après délibération l'assemblée prend à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée générale décide de changer la dénomination sociale de la société en BENELUX Toiture S.A. et par conséquent de modifier l'article 1 er des statuts afin de lui donner la teneur suivante:

Art. 1 er . Il existe une société anonyme sous la dénomination de BENELUX Toiture S.A..

Deuxième résolution

L'assemblée générale décide de modifier l'article 3 des statuts afin de lui donner la teneur suivante:

- " Art. 3. La société a pour objet:
- l'exploitation d'une entreprise de toiture, de charpente et de ferblanterie;
- les travaux de façades en ardoise, ainsi que
- la vente de matériaux y relatifs.

D'une façon générale, la société pourra faire tous actes, prestations, transactions, entreprises ou opérations commerciales, industrielles, financières, mobilières ou immobilières se rapportant directement ou indirectement à son objet social ou qui seront de nature à en faciliter ou développer sa réalisation."

Troisième résolution

L'assemblée générale décide de modifier l'article 5 des statuts afin de lui donner la teneur suivante:

" **Art. 5.** Le capital social est fixé à trente-et-un mille Euros (€ 31.000,-) divisé en trois cent dix (310) actions ayant chacune une valeur nominale de cent Euros (€ 100,-) et intégralement libérées.

Le capital souscrit peut être augmenté ou réduit par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des statuts.



La société est autorisée à racheter ses propres actions souscrites et entièrement libérées en conformité avec les dispositions de l'article 49-8 de la loi sur les sociétés commerciales telle que modifiée ultérieurement étant entendu que le paiement du prix de rachat peut uniquement se faire au moyen de sommes disponibles pour la distribution, y compris la réserve extraordinaire constituée par des fonds reçus par la société comme prime payée sur l'émission de ses propres actions ou comme résultat d'une nouvelle émission faite dans ce dessein. La décision du rachat de telles actions ainsi que les conditions d'un tel rachat sont prises par la simple majorité des actionnaires présents ou représentés lors d'une assemblée générale extraordinaire.

L'assemblée des actionnaires est autorisée à déterminer le nombre des actions qui peuvent être rachetées ainsi que la période pendant laquelle ce rachat peut être effectué, sous condition que tous les actionnaires soient traités d'une façon égale. Le rachat sera fait de tous les actionnaires proportionnellement à leur mise dans le capital social.

Les actionnaires seront informés par lettre recommandée dans les quinze (15) jours ouvrables suivant la décision de rachat.

L'assemblée des actionnaires est autorisée à déterminer le prix de rachat qui ne peut pas être en dessous de la valeur nominale des actions.

Les actionnaires sont encore autorisés à déterminer les conditions de paiement du prix de rachat.

Les actions rachetées par la société ne donnent aucun droit de vote et ne peuvent recevoir paiement d'aucun dividende ou somme provenant de la liquidation, à partir du rachat des actions par la société."

Ouatrième résolution

L'assemblée générale décide de modifier l'article 10 des statuts fin de lui donner la teneur suivante:

- " Art. 10. (dernier alinéa). La société est valablement engagée en toutes circonstances comme suit:
- par la signature conjointe de deux administrateurs,
- par la signature individuelle du président du conseil d'administration, ou par la signature individuelle du délégué à la gestion journalière, dans le cadre de la gestion journalière des affaires de la société, sans préjudice des décisions à prendre quant à la signature sociale en cas de délégation de pouvoirs et mandats conférés par le conseil d'administration."

Cinquième résolution

L'assemblée générale décide d'accepter la démission de Madame Corinne PARMENTIER de son poste d'administrateur de la société et lui accorde décharge pour l'exécution de son mandat.

Sixième résolution

L'assemblée générale décide d'accepter la démission de la société anonyme SOCIETE DE PARTICIPATION INDUS-TRIELLE ET IMMOBILIERE VERMEIL S.A., en abrégé, SPII VERMEIL S.A. de son poste de commissaire aux comptes de la société et lui accorde décharge pour l'exécution de son mandat.

Septième résolution

L'assemblée générale décide de nommer en tant qu'administrateur de la société, son mandat expirant à l'assemblée générale de 2017:

La société anonyme SOCIETE DE PARTICIPATION INDUSTRIELLE ET IMMOBILIERE VERMEIL S.A., en abrégé, SPII VERMEIL S.A., ayant son siège social à L-2175 Luxembourg, 27, rue Alfred de Musset, inscrite au registre de commerce et des sociétés à Luxembourg sous le numéro B 51.817,

représentée par son représentant permanent Monsieur Raymond FRITSCH, comptable, demeurant à L-2175 Luxembourg, 27 rue Alfred de Musset.

Huitième résolution

L'assemblée générale décide de nommer Madame Sara SZYLAR, employée privée, demeurant professionnellement à L-2175 Luxembourg, 27 rue Alfred de Musset, en tant que commissaire aux comptes, son mandat expirant à l'assemblée générale de 2017.

Neuvième résolution

L'assemblée générale décide de nommer Monsieur Sacha MARAITE, maître-couvreur, demeurant professionnellement à L-9653 Goesdorf, 3, Op der Tomm, en tant que délégué à la gestion journalière de la société, son mandat expirant à l'assemblée générale de 2017, avec pouvoir de représenter la société dans le cadre de la gestion journalière et d'engager la société par sa signature individuelle dans le cadre de cette gestion journalière.

Dixième résolution

L'assemblée générale décide d'accepter la démission de Monsieur Raymond FRITSCH de son poste d'administrateurdélégué et lui accorde décharge pour l'exécution de son mandat.



Onzième résolution

L'assemblée générale décide de nommer Monsieur Raymond FRITSCH, prénommé, en tant que président du conseil d'administration.

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour Monsieur le Président lève la séance.

DONT PROCES-VERBAL, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite aux comparants de tout ce qui précède, ces derniers, tous connus du notaire instrumentant par noms, prénoms, états et demeures, ont signé avec le notaire le présent procès-verbal.

Signé: R. FRITSCH, M. MARAITE, Henri BECK.

Enregistré à Echternach, le 12 mars 2014. Relation: ECH/2014/499. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): J.-M. MINY.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à demande, aux fins de dépôt au registre de commerce et des sociétés.

Echternach, le 18 mars 2014.

Référence de publication: 2014039489/172.

(140045712) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mars 2014.

Tele Columbus Management S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 25.000,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 155.327.

In the year two thousand and fourteen, on the twenty-fourth day of January, before Me Francis Kesseler, notary residing in Esch-sur-Alzette, Grand Duchy of Luxembourg,

There appeared:

Tele Columbus Holdings S.A., a public limited liability company, incorporated under the laws of Luxembourg, having its registered office at 5 rue Guillaume J. Kroll, L-1882 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 155.306 (the Sole Shareholder) being the Sole Shareholder of Tele Columbus Management S.à r.l., a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée), having its registered office at 5 rue Guillaume J. Kroll, L-1882 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 155.327 and having a share capital of twenty-five thousand euros (EUR 25,000) (the Company).

The Company was incorporated by a deed of Me Francis Kesseler, notary residing in Esch-sur-Alzette, Grand Duchy of Luxembourg, on August 20, 2010, published in the Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations (the Memorial), on October 20, 2010 under number 2236. The articles of association of the Company (the Articles) have been amended several times and for the last time pursuant to a deed of Maître Francis Kesseler, notary residing in Esch-Sur-Alzette, Grand Duchy of Luxembourg, on 16 March 2012, published in the Memorial on 12 May 2012 under number 1201.

here represented by Sofia Afonso-Da Chao Conde, private employee, residing professionally in Esch-sur-Alzette, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal.

Said proxy, after having been signed ne varietur by the proxyholder acting on behalf of the Sole Shareholder, and the undersigned notary, shall remain attached to the present deed to be filed with such deed with the registration authorities.

The Sole Shareholder has requested the undersigned notary to record the following:

- 1) that the Sole Shareholder holds all the shares in the share capital of the Company, and
- 2) that the Sole Shareholder has taken the following resolutions:

First resolution

The Sole Shareholder resolves to amend and fully restate the Articles which shall henceforth read as follows:

I. Name - Registered office - Object - Duration

Art. 1. Name. The name of the company is "Tele Columbus Management S.à r.l." (the Company). The Company is a private limited liability company (société à responsabilité limitée) governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, in particular the law of August 10, 1915 on commercial companies, as amended (the Law), and these articles of incorporation (the Articles).

Art. 2. Registered office.

2.1. The Company's registered office is established in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred within that municipality by a resolution of the board of managers. It may be transferred to any other location in the Grand



Duchy of Luxembourg by a resolution of the shareholders, acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles.

2.2. Branches, subsidiaries or other offices may be established in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the board of managers. If the board of managers determines that extraordinary political or military developments or events have occurred or are imminent, and that those developments or events may interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with ease of communication between that office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the developments or events in question have completely ceased. Any such temporary measures do not affect the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg incorporated company.

Art. 3. Corporate object.

- 3.1. The Company's object is the acquisition of participations, in Luxembourg or abroad, in any companies or enterprises in any form whatsoever, and the management of those participations. The Company may in particular acquire, by subscription, purchase and exchange or in any other manner, any stock, shares and other participation securities, bonds, debentures, certificates of deposit and other debt instruments and, more generally, any securities and financial instruments issued by any public or private entity. It may participate in the creation, development, management and control of any company or enterprise. Further, it may invest in the acquisition and management of a portfolio of patents or other intellectual property rights of any nature or origin.
- 3.2. The Company may borrow in any form, except by way of public offer. It may issue, by way of private placement only, notes, bonds and any kind of debt and equity securities. It may lend funds, including, without limitation, the proceeds of any borrowings, to its subsidiaries, affiliated companies and any other companies. It may also give guarantees and pledge, transfer, encumber or otherwise create and grant security over some or all of its assets to guarantee its own obligations and those of any other company, and, generally, for its own benefit and that of any other company or person. For the avoidance of doubt, the Company may not carry out any regulated financial sector activities without having obtained the requisite authorisation.
- 3.3. The Company may use any techniques, legal means and instruments to manage its investments efficiently and protect itself against credit risks, currency exchange exposure, interest rate risks and other risks.
- 3.4. The Company may carry out any commercial, financial or industrial operation and any transaction with respect to real estate or movable property which, directly or indirectly, favours or relates to its corporate object.

Art. 4. Duration.

- 4.1. The Company is formed for an unlimited period.
- 4.2. The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, incapacity, insolvency, bankruptcy or any similar event affecting one or more shareholders.

II. Capital - Shares

Art. 5. Capital.

- 5.1. The share capital is set at twenty-five thousand euros (EUR 25,000), represented by twenty-five thousand shares (25,000) shares in registered form, having a nominal value of one Euro (EUR 1.-) each.
- 5.2. The share capital may be increased or reduced once or more by a resolution of the shareholders, acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles.

Art. 6. Shares.

- 6.1. The shares are indivisible and the Company recognises only one (1) owner per share.
- 6.2. The shares are freely transferable between shareholders.
- 6.3. When the Company has a sole shareholder, the shares are freely transferable to third parties.
- 6.4. When the Company has more than one shareholder, the transfer of shares (inter vivos) to third parties is subject to prior approval by shareholders representing at least threequarters of the share capital.
- 6.5. A share transfer shall only be binding on the Company or third parties following notification to, or acceptance by, the Company in accordance with article 1690 of the Luxembourg Civil Code.
- 6.6. A register of shareholders shall be kept at the registered office and may be examined by any shareholder on request.
 - 6.7. The Company may redeem its own shares, provided:
 - (i) it has sufficient distributable reserves for that purpose; or
 - (ii) the redemption results from a reduction in the Company's share capital.

III. Management - Representation

Art. 7. Appointment and removal of managers.

7.1. The Company shall be managed by one or more managers appointed by a resolution of the shareholders, which sets the term of their office. The managers need not be shareholders.



- 7.2. The managers may be removed at any time, with or without cause, by a resolution of the shareholders.
- **Art. 8. Board of managers.** If several managers are appointed, they shall constitute the board of managers (the Board). The shareholders may decide to appoint managers of two different classes, i.e. one or several class A managers and one or several class B managers.
 - 8.1. Powers of the board of managers
- (i) All powers not expressly reserved to the shareholders by the Law or the Articles fall within the competence of the Board, which has full power to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's corporate object.
 - (ii) The Board may delegate special or limited powers to one or more agents for specific matters.
 - 8.2. Procedure
- (i) The Board shall meet at the request of any two (2) managers, at the place indicated in the convening notice, which in principle shall be in Luxembourg.
- (ii) Written notice of any Board meeting shall be given to all managers at least twentyfour (24) hours in advance, except in the case of an emergency, in which case the nature and circumstances of such shall be set out in the notice.
- (iii) No notice is required if all members of the Board are present or represented and each of them states that they have full knowledge of the agenda for the meeting. A manager may also waive notice of a meeting, either before or after the meeting. Separate written notices are not required for meetings which are held at times and places indicated in a schedule previously adopted by the Board.
 - (iv) A manager may grant to another manager a power of attorney in order to be represented at any Board meeting.
- (v) The Board may only validly deliberate and act if a majority of its members are present or represented and if the shareholders have appointed one or several class A managers and one or several class B managers, at least one (1) class A manager and one (1) class B manager are present or represented.
- (vi) Board resolutions shall be validly adopted by a majority of the votes of the managers present or represented, provided that if the shareholders have appointed one or several class A managers and one or several class B managers, at least one (1) class A manager and one (1) class B manager votes in favour of the resolution. Board resolutions shall be recorded in minutes signed by the chairperson of the meeting or, if no chairperson has been appointed, by all the managers present or represented.
- (vii) Any manager may participate in any meeting of the Board by telephone or video conference, or by any other means of communication which allows all those taking part in the meeting to identify, hear and speak to each other. Participation by such means is deemed equivalent to participation in person at a duly convened and held meeting.
- (viii) Circular resolutions signed by all the managers (Managers' Circular Resolutions) shall be valid and binding as if passed at a duly convened and held Board meeting, and shall bear the date of the last signature.
 - 8.3. Representation
- (i) The Company shall be bound towards third parties in all matters by the joint signature of any two (2) managers, and if the shareholders have appointed one or several class A managers and one or several class B managers, by the joint signature of any class A manager and any class B manager.
- (ii) The Company shall also be bound towards third parties by the signature of any person(s) to whom special powers have been delegated by the Board.
- **Art. 9. Sole manager.** If the Company is managed by a sole manager, all references in the Articles to the Board, the managers or any manager are to be read as references to the sole manager, as appropriate.
- **Art. 10. Liability of the managers.** The managers shall not be held personally liable by reason of their office for any commitment they have validly made in the name of the Company, provided those commitments comply with the Articles and the Law.

IV. Shareholder(s)

Art. 11. General meetings of shareholders and shareholders' written resolutions.

- 11.1. Powers and voting rights
- (i) Unless resolutions are taken in accordance with article 11.1.(ii), resolutions of the shareholders shall be adopted at a general meeting of shareholders (each a General Meeting).
- (ii) If the number of shareholders of the Company does not exceed twenty-five (25), resolutions of the shareholders may be adopted in writing (Written Shareholders' Resolutions).
 - (iii) Each share entitles the holder to one (1) vote.
 - 11.2. Notices, quorum, majority and voting procedures
- (i) The shareholders may be convened to General Meetings by the Board. The Board must convene a General Meeting following a request from shareholders representing more than half of the share capital.



- (ii) Written notice of any General Meeting shall be given to all shareholders at least eight (8) days prior to the date of the meeting, except in the case of an emergency, in which case the nature and circumstances of such shall be set out in the notice.
- (iii) When resolutions are to be adopted in writing, the Board shall send the text of such resolutions to all the share-holders. The shareholders shall vote in writing and return their vote to the Company within the timeline fixed by the Board. Each manager shall be entitled to count the votes.
 - (iv) General Meetings shall be held at the time and place specified in the notices.
- (v) If all the shareholders are present or represented and consider themselves duly convened and informed of the agenda of the General Meeting, it may be held without prior notice.
- (vi) A shareholder may grant written power of attorney to another person (who need not be a shareholder), in order to be represented at any General Meeting.
- (vii) Resolutions to be adopted at General Meetings shall be passed by shareholders owning more than one-half of the share capital. If this majority is not reached at the first General Meeting, the shareholders shall be convened by registered letter to a second General Meeting and the resolutions shall be adopted at the second General Meeting by a majority of the votes cast, irrespective of the proportion of the share capital represented.
- (viii) The Articles may only be amended with the consent of a majority (in number) of shareholders owning at least three-quarters of the share capital.
- (ix) Any change in the nationality of the Company and any increase in a shareholder's commitment to the Company shall require the unanimous consent of the shareholders.
- (x) Written Shareholders' Resolutions are passed with the quorum and majority requirements set forth above and shall bear the date of the last signature received prior to the expiry of the timeline fixed by the Board.

Art. 12. Sole shareholder. When the number of shareholders is reduced to one (1):

- (i) the sole shareholder shall exercise all powers granted by the Law to the General Meeting;
- (ii) any reference in the Articles to the shareholders, the General Meeting, or the Written Shareholders' Resolutions is to be read as a reference to the sole shareholder or the sole shareholder's resolutions, as appropriate; and
 - (iii) the resolutions of the sole shareholder shall be recorded in minutes or drawn up in writing.

V. Annual accounts - Allocation of profits - Supervision

Art. 13. Financial year and approval of annual accounts.

- 13.1. The financial year begins on the first (1) of January and ends on the thirty-first (31) of December of each year.
- 13.2. Each year, the Board must prepare the balance sheet and profit and loss accounts, together with an inventory stating the value of the Company's assets and liabilities, with an annex summarising the Company's commitments and the debts owed by its managers and shareholders to the Company.
 - 13.3. Any shareholder may inspect the inventory and balance sheet at the registered office.
 - 13.4. The balance sheet and profit and loss accounts must be approved in the following manner:
- (i) if the number of shareholders of the Company does not exceed twenty-five (25), within six (6) months following the end of the relevant financial year either (a) at the annual General Meeting (if held) or (b) by way of Written Shareholders' Resolutions; or
 - (ii) if the number of shareholders of the Company exceeds twenty-five (25), at the annual General Meeting.
- 13.5. If the number of shareholders of the Company exceeds twenty-five (25), the annual General Meeting shall be held at the registered office or at any other place within the municipality of the registered office, as specified in the notice, on the second Monday of May of each year at 10.00 a.m.. If that day is not a business day in Luxembourg, the annual General Meeting shall be held on the following business day.

Art. 14. Auditors.

- 14.1. When so required by law, the Company's operations shall be supervised by one or more approved external auditors (réviseurs d'entreprises agréés). The shareholders shall appoint the approved external auditors, if any, and determine their number and remuneration and the term of their office.
- 14.2. If the number of shareholders of the Company exceeds twenty-five (25), the Company's operations shall be supervised by one or more commissaires (statutory auditors), unless the law requires the appointment of one or more approved external auditors (réviseurs d'entreprises agréés). The commissaires are subject to re-appointment at the annual General Meeting. They may or may not be shareholders.

Art. 15. Allocation of profits.

15.1. Five per cent (5%) of the Company's annual net profits must be allocated to the reserve required by law (the Legal Reserve). This requirement ceases when the Legal Reserve reaches an amount equal to ten per cent (10%) of the share capital.



- 15.2. The shareholders shall determine the allocation of the balance of the annual net profits. They may decide on the payment of a dividend, to transfer the balance to a reserve account, or to carry it forward in accordance with the applicable legal provisions.
 - 15.3. Interim dividends may be distributed at any time, subject to the following conditions:
 - (i) the Board must draw up interim accounts;
- (ii) the interim accounts must show that sufficient profits and other reserves (including share premium) are available for distribution; it being understood that the amount to be distributed may not exceed the profits made since the end of the last financial year for which the annual accounts have been approved, if any, increased by profits carried forward and distributable reserves, and reduced by losses carried forward and sums to be allocated to the Legal Reserve;
- (iii) within two (2) months of the date of the interim accounts, the Board must resolve to distribute the interim dividends: and
- (iv) taking into account the assets of the Company, the rights of the Company's creditors must not be threatened by the distribution of an interim dividend.

If the interim dividends paid exceed the distributable profits at the end of the financial year, the Board has the right to claim the reimbursement of dividends not corresponding to profits actually earned and the shareholders must immediately refund the excess to the Company if so required by the Board.

VI. Dissolution - Liquidation

- 16.1. The Company may be dissolved at any time by a resolution of the shareholders adopted with the consent of a majority (in number) of shareholders owning at least three-quarters of the share capital. The shareholders shall appoint one or more liquidators, who need not be shareholders, to carry out the liquidation, and shall determine their number, powers and remuneration. Unless otherwise decided by the shareholders, the liquidators shall have full power to realise the Company's assets and pay its liabilities.
- 16.2. The surplus (if any) after realisation of the assets and payment of the liabilities shall be distributed to the share-holders in proportion to the shares held by each of them.

VII. General provisions

- 17.1. Notices and communications may be made or waived, Managers' Circular Resolutions and Written Shareholders Resolutions may be evidenced, in writing, by fax, e-mail or any other means of electronic communication.
- 17.2. Powers of attorney may be granted by any of the means described above. Powers of attorney in connection with Board meetings may also be granted by a manager, in accordance with such conditions as may be accepted by the Board.
- 17.3. Signatures may be in handwritten or electronic form, provided they fulfil all legal requirements for being deemed equivalent to handwritten signatures. Signatures of the Managers' Circular Resolutions, the resolutions adopted by the Board by telephone or video conference or the Written Shareholders' Resolutions, as the case may be, may appear on one original or several counterparts of the same document, all of which taken together shall constitute one and the same document.
- 17.4. All matters not expressly governed by these Articles shall be determined in accordance with the applicable law and, subject to any non-waivable provisions of the law, with any agreement entered into by the shareholders from time to time.

Second resolution

The Sole Shareholder having considered the resignation letter dated 20 December 2013, hereby resolves to acknowledge the resignation of Mr Gerhard Bickmann, as a manager of the Company with effect from 31 December 2013.

Third resolution

The Sole Shareholder having considered the resignation letter dated 2 October 2013, hereby resolves to acknowledge the resignation of Mr Christian Boekhorst, as a manager of the Company with effect from 2 October 2013.

Fourth resolution

The Sole Shareholder having considered the resignation letter dated 20 December 2013, hereby resolves to acknowledge the resignation of Mr Eugene Musselman, as a manager of the Company with effect from 20 December 2013.

Fifth resolution

The Meeting hereby resolves to grant interim discharge to each of Eugene Musselman, Mr Christian Boekhorst, and Gerhard Bickmann for the performance of their duties as managers of the Company, from the date of their respective appointment until the date of their respective resignation.

Sixth resolution

The Sole Shareholder resolves to re-designate:



- (i) as class A manager of the Company for an indefinite period, Mr Ronny Verhelst, born on May 19,1963, in Kortrijk, Belgium, and having his address at Rüsternallee 15, 14050 Berlin, Germany, and
- (ii) as class B manager of the Company for an indefinite period, Mr Dominique Robyns, born on 31 December 1958, in Alost, Belgium, and having his address at 5 rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg.

Seventh resolution

The Sole Shareholder resolves to appoint as class B manager of the Company for indefinite period, Mr Franck Doineau, born on 15 August 1969, in La Guerche-de-Bretagne, France, and having his address at 5 rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg.

Costs

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever to be borne by the Company in connection with its incorporation are estimated at approximately one thousand five hundred euro (EUR 1,500.-).

Declaration

The undersigned notary, who understands and speaks English, states at the request of the appearing party that this deed is drawn up in English, followed by a French version, and that in the case of discrepancies, the English version prevails.

This notarial deed is drawn up in Esch-sur-Alzette, on the date stated above.

After reading this deed aloud, the notary signs it with the authorised representative of the appearing party.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le vingt-quatrième jour de janvier,

par devant Nous, Maître Francis Kesseler, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, Grand-Duché de Luxembourg,

A COMPARU:

Tele Columbus Holdings S.A. une société anonyme de droit luxembourgeois, dont le siège social se situe au 5 rue Guillaume J. Kroll, L-1882 Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 155.306 (l'Associé Unique) étant l'associé unique de Tele Columbus Management S.à r.l., une société à responsabilité limitée régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, dont le siège social est situé au 5 rue Guillaume J. Kroll, L-1882 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 155.327 et disposant d'un capital social de EUR 25.000.

La Société a été constituée suivant un acte de Me Francis Kesseler, notaire de résidence à Eschsur-Alzette, Grand-Duché de Luxembourg, le 20 août 2010, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations le 20 octobre 2010, sous le numéro 2236. Les statuts de la Société (les Statuts) ont été modifiés à plusieurs reprises et pour la dernière fois suivant un acte de Maître Francis Kesseler, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, Grand-Duché de Luxembourg, le 16 mars 2012, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations le 12 mai 2012, sous le numéro 1201,

représentée par Sofia Da Chao Conde, employée, dont l'adresse professionnelle se situe à Eschsur-Alzette, Grand-Duché du Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

La procuration de l'Associé Unique, après avoir été signée ne varietur par le mandataire de la partie comparante et le notaire instrumentant, restera attachée au présent acte aux fins de l'enregistrement.

L'Associé Unique, représenté comme indiqué ci-dessus, a prié le notaire instrumentant d'acter que:

- 1) l'actionnaire détient toutes les parts sociales dans le capital social de la Société; et
- 2) l'actionnaire prend les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Associé Unique décide de modifier et de reformuler intégralement les Statuts qui auront désormais la teneur suivante:

I. Dénomination - Siège social - Objet - Durée

Art. 1 er. Dénomination. Le nom de la société est "Tele Columbus Management S.à r.l." (la Société).

La Société est une société à responsabilité limitée régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, et en particulier par la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la Loi), ainsi que par les présents statuts (les Statuts).

Art. 2. Siège social.

- 2.1. Le siège social de la Société est établi à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg. Il peut être transféré dans cette même commune par décision du conseil de gérance. Le siège social peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une résolution des associés, selon les modalités requises pour la modification des Statuts.
- 2.2. Il peut être créé des succursales, filiales ou autres bureaux tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger par décision du conseil de gérance. Lorsque le conseil de gérance estime que des développements ou événements ex-



traordinaires d'ordre politique ou militaire se sont produits ou sont imminents, et que ces développements ou événements sont de nature à compromettre les activités normales de la Société à son siège social, ou la communication aisée entre le siège social et l'étranger, le siège social peut être transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances. Ces mesures provisoires n'ont aucun effet sur la nationalité de la Société qui, nonobstant le transfert provisoire de son siège social, reste une société luxembourgeoise.

Art. 3. Objet social.

- 3.1. L'objet de la Société est la prise de participations, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, dans toutes sociétés ou entreprises sous quelque forme que ce soit, et la gestion de ces participations. La Société peut notamment acquérir par souscription, achat et échange ou de toute autre manière tous titres, actions et autres valeurs de participation, obligations, créances, certificats de dépôt et autres instruments de dette, et plus généralement, toutes valeurs mobilières et instruments financiers émis par toute entité publique ou privée. Elle peut participer à la création, au développement, à la gestion et au contrôle de toute société ou entreprise. Elle peut en outre investir dans l'acquisition et la gestion d'un portefeuille de brevets ou d'autres droits de propriété intellectuelle de quelque nature ou origine que ce soit.
- 3.2. La Société peut emprunter sous quelque forme que ce soit, sauf par voie d'offre publique. Elle peut procéder, uniquement par voie de placement privé, à l'émission de billets à ordre, d'obligations et de tous types de titres et instruments de dette ou de capital. La Société peut prêter des fonds, y compris notamment les revenus de tous emprunts, à ses filiales, sociétés affiliées (comprenant société mère et société soeur), ainsi qu'à toutes autres sociétés. La Société peut également consentir des garanties et nantir, céder, grever de charges ou autrement créer et accorder des sûretés sur toute ou partie de ses actifs afin de garantir ses propres obligations et celles de toute autre société et, de manière générale, en sa faveur et en faveur de toute autre société ou personne. En tout état de cause, la Société ne peut effectuer aucune activité réglementée du secteur financier sans avoir obtenu l'autorisation requise.
- 3.3. La Société peut employer toutes les techniques et instruments nécessaires à une gestion efficace de ses investissements et à sa protection contre les risques de crédit, les fluctuations monétaires, les fluctuations de taux d'intérêt et autres risques.
- 3.4. La Société peut effectuer toutes les opérations commerciales, financières ou industrielles et toutes les transactions concernant des biens immobiliers ou mobiliers qui, directement ou indirectement, favorisent ou se rapportent à son objet social.

Art. 4. Durée.

- 4.1. La Société est formée pour une durée indéterminée.
- 4.2. La Société ne sera pas dissoute en raison de la mort, de la suspension des droits civils, de l'incapacité, de l'insolvabilité, de la faillite ou de tout autre événement similaire affectant un ou plusieurs associés

II. Capital - Parts sociales

Art. 5. Capital.

- 5.1. Le capital social est fixé à vingt-cinq mille euros (EUR 25.000), représenté par vingt-cinq mille (25.000) parts sociales sous forme nominative, ayant une valeur nominale de un euro (EUR 1,-) chacune.
- 5.2. Le capital social peut être augmenté ou réduit à une ou plusieurs reprises par une résolution des associés, adoptée selon les modalités requises pour la modification des Statuts.

Art. 6. Parts sociales.

- 6.1. Les parts sociales sont indivisibles et la Société ne reconnaît qu'un (1) seul propriétaire par part sociale.
- 6.2. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés.
- 6.3. Lorsque la Société a un associé unique, les parts sociales sont librement cessibles aux tiers.
- 6.4. Lorsque la Société a plus d'un associé, la cession des parts sociales (inter vivos) à des tiers est soumise à l'accord préalable des associés représentant au moins les trois-quarts du capital social.
- 6.5. Une cession de parts sociales ne sera opposable à l'égard de la Société ou des tiers, qu'après avoir été notifiée à la Société ou acceptée par celle-ci conformément à l'article 1690 du Code Civil luxembourgeois.
 - 6.6. Un registre des associés est tenu au siège social et peut être consulté à la demande de chaque associé.
 - 6.7. La Société peut racheter ses propres parts sociales à condition ou:
 - (i) qu'elle ait des réserves distribuables suffisantes à cet effet; ou
 - (ii) que le rachat résulte de la réduction du capital social de la Société.

III. Gestion - Représentation

Art. 7. Nomination et révocation des gérants.

- 7.1. La Société est gérée par un ou plusieurs gérants nommés par une résolution des associés, qui fixe la durée de leur mandat. Les gérants ne doivent pas nécessairement être associés.
 - 7.2. Les gérants sont révocables à tout moment, avec ou sans raison, par une décision des associés.
 - Art. 8. Conseil de gérance. Si plusieurs gérants sont nommés, ils constitueront le conseil de gérance (le Conseil).



Les associés peuvent décider de nommer des gérants de différentes classes, à savoir un ou plusieurs gérants de classe A et un ou plusieurs gérants de classe B.

- 8.1. Pouvoirs du conseil de gérance
- (i) Tous les pouvoirs non expressément réservés par la Loi ou les Statuts aux associés sont de la compétence du Conseil, qui a tous les pouvoirs pour effectuer et approuver tous les actes et opérations conformes à l'objet social.
- (ii) Des pouvoirs spéciaux ou limités peuvent être délégués par le Conseil à un ou plusieurs agents pour des tâches spécifiques.
 - 8.2. Procédure
- (i) Le Conseil se réunit sur convocation de deux (2) gérants au lieu indiqué dans l'avis de convocation, qui en principe, sera au Luxembourg.
- (ii) Il sera donné à tous les gérants une convocation écrite de toute réunion du Conseil au moins vingt-quatre (24) heures à l'avance, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature et les circonstances de cette urgence seront mentionnées dans la convocation à la réunion.
- (iii) Aucune convocation n'est requise si tous les membres du Conseil sont présents ou représentés et si chacun d'eux déclare avoir parfaitement connaissance de l'ordre du jour de la réunion. Un gérant peut également renoncer à la convocation à une réunion, que ce soit avant ou après ladite réunion. Des convocations écrites séparées ne sont pas exigées pour des réunions se tenant dans des lieux et à des heures fixés dans un calendrier préalablement adopté par le Conseil.
 - (iv) Un gérant peut donner une procuration à un autre gérant afin de le représenter à toute réunion du Conseil.
- (v) Le Conseil ne peut délibérer et agir valablement que si la majorité de ses membres sont présents ou représentés et dans l'hypothèse où les associés ont nommé un ou plusieurs gérants de classe A et un ou plusieurs gérants de classe B, au moins un (1) gérant de classe A et un (1) gérant de classe B doivent être présents ou représentés.
- (vi) Les décisions du Conseil sont valablement adoptées à la majorité des voix des gérants présents ou représentés, à la condition que et dans l'hypothèse où, les associés ont nommé un ou plusieurs gérants de classe A et un ou plusieurs gérants de classe B, au moins un gérant de classe A et un gérant de classe B votent en faveur de la décision. Les décisions du Conseil sont consignées dans des procès-verbaux signés par le président de la réunion ou, si aucun président n'a été nommé, par tous les gérants présents ou représentés.
- (vii) Tout gérant peut participer à toute réunion du Conseil par téléphone ou visioconférence ou par tout autre moyen de communication permettant à l'ensemble des personnes participant à la réunion de s'identifier, de s'entendre et de se parler. La participation par un de ces moyens équivaut à une participation en personne à une réunion valablement convoquée et tenue.
- (viii) Des résolutions circulaires signées par tous les gérants (des Résolutions Circulaires des Gérants) sont valables et engagent la Société comme si elles avaient été adoptées lors d'une réunion du Conseil valablement convoquée et tenue et portent la date de la dernière signature.
 - 8.3. Représentation
- (i) La Société est engagée vis-à-vis des tiers en toutes circonstances par es signatures conjointes de deux (2) gérants, si les associés ont nommé diférentes classes de gérants, à savoir des gérants de classe A et des gérants de classe B, les signatures conjointes d'un gérant de classe A et d'un gérant de classe B.
- (ii) La Société est également engagée vis-à-vis des tiers par la signature de toute(s) personne(s) à qui des pouvoirs spéciaux ont été délégués par le Conseil.
- **Art. 9. Gérant unique.** Si la Société est gérée par un gérant unique, toute référence dans les Statuts au Conseil ou aux gérants doit être considérée, le cas échéant, comme une référence au gérant unique.
- Art. 10. Responsabilité des gérants. Les gérants ne contractent, à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle concernant les engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société, dans la mesure où ces engagements sont conformes aux Statuts et à la Loi.

IV. Associé(s)

Art. 11. Assemblées générales des associés et résolutions écrites des associés.

- 11.1. Pouvoirs et droits de vote
- (i) Sauf lorsque des résolutions sont adoptées conformément à l'article 11.1. (ii), les résolutions des associés sont adoptées en assemblée générale des associés (chacune une Assemblée Générale).
- (ii) Si le nombre des associés de la Société ne dépasse pas vingt-cinq (25), les résolutions des associés peuvent être adoptées par écrit (des Résolutions Ecrites des Associés).
 - (iii) Chaque part sociale donne droit à un (1) vote.
 - 11.2. Convocations, quorum, majorité et procédure de vote
- (i) Les associés peuvent être convoqués aux Assemblées Générales à l'initiative du Conseil. Le Conseil doit convoquer une Assemblée Générale à la demande des associés représentant plus de la moitié du capital social.



- (ii) Une convocation écrite à toute Assemblée Générale est donnée à tous les associés au moins huit (8) jours avant la date de l'assemblée, sauf en cas d'urgence, auquel cas, la nature et les circonstances de cette urgence doivent être précisées dans la convocation à ladite assemblée.
- (iii) Si des résolutions sont adoptées par écrit, le Conseil communique le texte des résolutions à tous les associés. Les associés votent par écrit et envoient leur vote à la Société endéans le délai fixé par le Conseil. Chaque gérant est autorisé à compter les votes.
 - (iv) Les Assemblées Générales sont tenues au lieu et heure précisés dans les convocations.
- (v) Si tous les associés sont présents ou représentés et se considèrent comme ayant été valablement convoqués et informés de l'ordre du jour de l'assemblée, l'Assemblée Générale peut se tenir sans convocation préalable.
- (vi) Un associé peut donner une procuration écrite à toute autre personne, associé ou non, afin de le représenter à toute Assemblée Générale.
- (vii) Les décisions de l'Assemblée Générale sont adoptées par des associés détenant plus de la moitié du capital social. Si cette majorité n'est pas atteinte à la première Assemblée Générale, les associés sont convoqués par lettre recommandée à une seconde Assemblée Générale et les décisions sont adoptées par l'Assemblée Générale à la majorité des voix exprimées, sans tenir compte de la proportion du capital social représenté.
- (viii) Les Statuts ne peuvent être modifiés qu'avec le consentement de la majorité (en nombre) des associés détenant au moins les trois-quarts du capital social.
- (ix) Tout changement de nationalité de la Société ainsi que toute augmentation de l'engagement d'un associé dans la Société exige le consentement unanime des associés.
- (x) Des Résolutions Ecrites des Associés sont adoptées avec le quorum de présence et de majorité détaillés ci-avant. Elles porteront la date de la dernière signature reçue endéans le délai fixé par le Conseil.

Art. 12. Associé unique. Dans le cas où le nombre des associés est réduit à un (1):

- (i) l'associé unique exerce tous les pouvoirs conférés par la Loi à l'Assemblée Générale;
- (ii) toute référence dans les Statuts aux associés, à l'Assemblée Générale ou aux Résolutions Circulaires des Associés doit être considérée, le cas échéant, comme une référence à l'associé unique ou aux résolutions de ce dernier; et
 - (iii) les résolutions de l'associé unique sont consignées dans des procès-verbaux ou rédigées par écrit.

V. Comptes annuels - Affectation des bénéfices - Contrôle

Art. 13. Exercice social et approbation des comptes annuels.

- 13.1. L'exercice social commence le premier (1) janvier et se termine le trente-et-un (31) décembre de chaque année.
- 13.2. Chaque année, le Conseil doit dresser le bilan et le compte de profits et pertes, ainsi qu'un inventaire indiquant la valeur des actifs et passifs de la Société, avec une annexe résumant les engagements de la Société ainsi que les dettes du ou de(s) gérant(s) et de(s) associé(s) envers la Société.
 - 13.3. Tout associé peut prendre connaissance de l'inventaire et du bilan au siège social.
 - 13.4. Le bilan et le compte de profits et pertes doivent être approuvés de la façon suivante:
- (i) si le nombre des associés de la Société ne dépasse pas vingt-cinq (25), dans les six (6) mois de la clôture de l'exercice social en question, soit (a) par l'Assemblée Générale annuelle (si elle est tenue), soit (b) par voie de Résolutions Ecrites des Associés; ou
 - (ii) si le nombre des associés de la Société dépasse vingt-cinq (25), par l'Assemblée Générale annuelle.
- 13.5. Si le nombre des associés de la Société dépasse vingt-cinq (25), l'Assemblée Générale annuelle se tient à l'adresse du siège social ou en tout autre lieu dans la municipalité du siège social, comme indiqué dans la convocation, le deuxième lundi du mois de mai de chaque année à 10 heures. Si ce jour n'est pas un jour ouvré à Luxembourg, l'Assemblée Générale annuelle se tient le jour ouvré suivant.

Art. 14. Commissaires / réviseurs d'entreprises.

- 14.1. Les opérations de la Société sont contrôlées par un ou plusieurs réviseurs d'entreprises agréés, dans les cas prévus par la loi. Les associés nomment les réviseurs d'entreprises agréés, s'il y a lieu, et déterminent leur nombre, leur rémunération et la durée de leur mandat.
- 14.2. Si la Société a plus de vingt-cinq (25) associés, ses opérations sont surveillées par un ou plusieurs commissaires, à moins que la loi ne requière la nomination d'un ou plusieurs réviseurs d'entreprises agréés. Les commissaires sont sujets à la renomination par l'Assemblée Générale annuelle. Ils peuvent être associés ou non.

Art. 15. Affectation des bénéfices.

- 15.1. Cinq pour cent (5 %) des bénéfices nets annuels de la Société sont affectés à la réserve requise par la Loi (la Réserve Légale). Cette affectation cesse d'être exigée quand la Réserve Légale atteint dix pour cent (10 %) du capital social
- 15.2. Les associés décident de l'affectation du solde des bénéfices nets annuels. Ils peuvent allouer ce bénéfice au paiement d'un dividende, l'affecter à un compte de réserve ou le reporter en respectant les dispositions légales applicables.



- 15.3. Des dividendes intérimaires peuvent être distribués à tout moment, aux conditions suivantes:
- (i) des comptes intérimaires sont établis par le Conseil;
- (ii) ces comptes intérimaires doivent montrer que suffisamment de bénéfices et autres réserves (y compris la prime d'émission) sont disponibles pour une distributions, étant entendu que le montant à distribuer ne peut excéder le montant des bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social dont les comptes annuels ont été approuvés, le cas échéant, augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables, et réduit par les pertes reportées et les sommes à affecter à la réserve légale;
- (iii) la décision de distribuer les dividendes intérimaires doit être adoptée par le Conseil dans les deux (2) mois suivant la date des comptes intérimaires; et
 - (iv) compte tenu des actifs de la Société, les droits des créanciers de la Société ne doivent pas être menacés.
- Si les dividendes intérimaires qui ont été distribués excèdent les bénéfices distribuables à la fin de l'exercice social, le Conseil a le droit de réclamer la répétition des dividendes ne correspondant pas à des bénéfices réellement acquis et les associés doivent immédiatement reverser l'excès à la Société à la demande du Conseil.

VI. Dissolution - Liquidation

- 16.1. La Société peut être dissoute à tout moment, par une résolution des associés adoptée par la majorité (en nombre) des associés détenant au moins les trois-quarts du capital social. Les associés nommeront un ou plusieurs liquidateurs, qui n'ont pas besoin d'être associés, pour réaliser la liquidation et détermineront leur nombre, pouvoirs et rémunération. Sauf décision contraire des associés, les liquidateurs sont investis des pouvoirs les plus étendus pour réaliser les actifs et payer les dettes de la Société.
- 16.2. Le boni de liquidation après la réalisation des actifs et le paiement des dettes, s'il y en a, est distribué aux associés proportionnellement aux parts sociales détenues par chacun d'entre eux.

VII. Dispositions générales

- 17.1. Les convocations et communications, ainsi que les renonciations à celles-ci, peuvent être faites, et les Résolutions Circulaires des Gérants ainsi que les Résolutions Ecrites des Associés peuvent être établies par écrit, par téléfax, e-mail ou tout autre moyen de communication électronique.
- 17.2. Les procurations peuvent être données par tout moyen mentionné ci-dessus. Les procurations relatives aux réunions du Conseil peuvent également être données par un gérant conformément aux conditions acceptées par le Conseil.
- 17.3. Les signatures peuvent être sous forme manuscrite ou électronique, à condition de satisfaire aux conditions légales pour être assimilées à des signatures manuscrites. Les signatures des Résolutions Circulaires des Gérants, des résolutions adoptées par le Conseil par téléphone ou visioconférence et des Résolutions Ecrites des Associés, selon le cas, sont apposées sur un original ou sur plusieurs copies du même document, qui ensemble, constituent un seul et unique document.
- 17.4. Pour tous les points non expressément prévus par les Statuts, il est fait référence à la loi et, sous réserve des dispositions légales d'ordre public, à tout accord présent ou futur conclu entre les associés.

Deuxième résolution

L'Associé Unique, après considération de la lettre de démission datée du 20 décembre 2013, décide par les présentes de prendre acte de la démission de M. Gerhard Bickmann de ses fonctions de gérant de la Société avec effet au 31 décembre 2013.

Troisième résolution

L'Associé Unique, après considération de la lettre de démission datée du 2 octobre 2013, décide par les présentes de prendre acte de la démission de M. Christian Boekhorst de ses fonctions de gérant de la Société avec effet au 2 octobre 2013.

Quatrième résolution

L'Associé Unique, après considération de la lettre de démission datée du 20 décembre 2013, décide de prendre acte de la démission de M. Eugene Musselman de ses fonctions de gérant de la Société avec effet au 20 décembre 2013.

Cinquième résolution

L'Associé Unique décide d'octroyer décharge intermédiaire à chacun de Christian Boekhorst, Eugene Musselman et Gerhard Bickmann pour l'exécution de leurs fonctions depuis la date de leur nomination respective jusqu'à la date de leur démission respective.

Sixième résolution

L'Associé Unique décide d'approuver la nouvelle désignation:



- (i) en tant que gérant de classe A de la Société pour une durée indéterminée, M. Ronny Verhelst, né le 19 mai 1963 à Courtrai, Belgique, dont l'adresse se situe Rüsternallee 15, 14050 Berlin, Allemagne.
- (ii) en tant que gérant de classe B de la Société pour une durée indéterminée, M. Dominique Robyns, né le 31 décembre 1958 à Alost, Belgique et dont l'adresse se situe 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg.

Septième résolution

L'Associé Unique décide d'approuver la nomination en tant que gérant de classe B pour une durée indéterminée, Franck Doineau, né le 15 août 1969 à La Guerche-de-Bretagne, France et dont l'adresse se situe 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg.

Estimation des frais

Le montant total des frais, dépenses, rémunérations et charges, de quelque forme que ce soit, qui incomberont à la Société ou qui doivent lui être facturés en raison du présent acte, sont estimés à environ mille cinq cents euros (EUR 1.500,-).

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare par la présente qu'à la demande des parties comparantes, le présent acte est rédigé en anglais, suivi d'une version française. En cas de divergences entre la version anglaise et la version française, la version anglaise prévaudra.

En foi de quoi le présent acte notarié a été passé à Esch-sur-Alzette, à la date indiquée en tête des présentes.

Le document ayant été lu au mandataire agissant pour le compte des parties comparantes, le mandataire a signé avec le notaire le présent acte original.

Signé: Conde, Kesseler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 03 février 2014. Relation: EAC/2014/1779. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): M. Halsdorf.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Référence de publication: 2014039792/549.

(140045414) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mars 2014.

Oz Holding S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen.

R.C.S. Luxembourg B 181.913.

In the year two thousand and fourteen, on the sixth of January,

Before Maître Francis KESSELER, notary residing in Esch-Sur-Alzette.

THERE APPEARED:

Oz Holding Guernsey Limited, a limited liability company, organised and existing under the laws of the Island of Guernsey, having its registered office at Ground Floor National Westminster House Le Truchot St Peter Port Guernsey GY1 3RA and registered with the Guernsey Registrar of Companies under number 57482,

represented by Léa GNALY, lawyer, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given on 3 January 2014.

Said proxy, after having been signed ne varietur by the proxyholder and the undersigned notary shall stay attached to the present deed to be filed with the registration authorities.

Who declared and requested the notary to state:

- 1) That Oz Holding Guernsey Limited, prenamed and represented as stated above, is the sole shareholder of Oz Holding S.à r.l., a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée) having its registered office at 23, Rue Aldringen, L-1118 Luxembourg and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 181.913 (the "Company"). The Company was incorporated pursuant to a deed of the undersigned notary, dated 13 November 2013, not yet published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.
- 2) That the share capital of the Company is fixed at one hundred and ten thousand Norwegian Kroner (NOK 110,000) represented by one hundred and ten thousand (110,000) shares having a nominal value of one Norwegian Krone (NOK 1) each.
- 3) After this had been set forth, the above named sole shareholder, representing the whole corporate capital of the Company has decided to take the following resolutions:



First resolution

The sole shareholder resolves to create one new class of ordinary shares of the Company, each ordinary share having a nominal value of one Norwegian Krone (NOK 1) and to convert the existing one hundred and ten thousand (110,000) shares of the Company into one hundred and ten thousand (110,000) ordinary shares.

Second resolution

The sole shareholder resolves to create nine (9) classes of shares of the Company, which shall be designated as classes A, B, C, D, E, F, G, H and I shares, each share having a nominal value of one Norwegian Krone (NOK 1).

The sole shareholder decides that the articles of association shall be amended to determine the financial rights attached to each of the classes of shares and their conditions of repurchase and cancellation.

Third resolution

The sole shareholder resolves to increase the corporate capital of the Company by an amount of one hundred and thirty-nine million sixteen thousand one hundred and forty-two Norwegian Kroner (NOK 139,016,142), so as to raise it from its present amount of one hundred and ten thousand Norwegian Kroner (NOK 110,000) to one hundred and thirty-nine million one hundred and twenty-six thousand one hundred and forty-two Norwegian Kroner (NOK 139,126,142) by the creation and the issue of:

- fifteen million four hundred and forty-six thousand two hundred and thirty-eight (15,446,238) class A shares;
- fifteen million four hundred and forty-six thousand two hundred and thirty-eight (15,446,238) class B shares;
- fifteen million four hundred and forty-six thousand two hundred and thirty-eight (15,446,238) class C shares;
- fifteen million four hundred and forty-six thousand two hundred and thirty-eight (15,446,238) class D shares;
- fifteen million four hundred and forty-six thousand two hundred and thirty-eight (15,446,238) class E shares;
- fifteen million four hundred and forty-six thousand two hundred and thirty-eight (15,446,238) class F shares;
- fifteen million four hundred and forty-six thousand two hundred and thirty-eight (15,446,238) class G shares;
- fifteen million four hundred and forty-six thousand two hundred and thirty-eight (15,446,238) class H shares; and
- fifteen million four hundred and forty-six thousand two hundred and thirty-eight (15,446,238) class I shares;

of a nominal value of one Norwegian Krone (NOK 1) each, being one hundred and thirty-nine million sixteen thousand one hundred and forty-two (139,016,142) new shares in total.

Subscription and paying up

The one hundred and thirty-nine million sixteen thousand one hundred and forty-two (139,016,142) new shares of a nominal value of one Norwegian Krone (NOK 1) each together with a total issue premium of one billion two hundred and fifty-one million one hundred and forty-five thousand three hundred and twenty-seven Norwegian Kroner (NOK 1,251,145,327) have been subscribed by Oz Holding Guernsey Limited, prenamed and represented as stated above as follows:

- fifteen million four hundred and forty-six thousand two hundred and thirty-eight (15,446,238) class A shares;
- fifteen million four hundred and forty-six thousand two hundred and thirty-eight (15,446,238) class B shares;
- fifteen million four hundred and forty-six thousand two hundred and thirty-eight (15,446,238) class C shares;
- fifteen million four hundred and forty-six thousand two hundred and thirty-eight (15,446,238) class D shares;
- fifteen million four hundred and forty-six thousand two hundred and thirty-eight (15,446,238) class E shares;
- fifteen million four hundred and forty-six thousand two hundred and thirty-eight (15,446,238) class F shares;
- fifteen million four hundred and forty-six thousand two hundred and thirty-eight (15,446,238) class G shares;
- fifteen million four hundred and forty-six thousand two hundred and thirty-eight (15,446,238) class H shares; and
- fifteen million four hundred and forty-six thousand two hundred and thirty-eight (15,446,238) class I shares.

Such new shares are fully paid up by way of a contribution in cash for a total amount of one billion three hundred and ninety million one hundred and sixty-one thousand four hundred and sixty-nine Norwegian Kroner (NOK 1,390,161,469), out of which (i) one hundred and thirty-nine million sixteen thousand one hundred and forty-two Norwegian Kroner (NOK 139,016,142) shall be allocated to the corporate capital of the Company; and (ii) one billion two hundred and fifty-one million one hundred and forty-five thousand three hundred and twenty-seven Norwegian Kroner (NOK 1,251,145,327) shall be allocated to the share premium account of the Company.

Evidence of the aforementioned contribution in cash has been given.

Fourth resolution

As a consequence of the foregoing resolutions, the sole shareholder resolves to amend article 6.1 of the articles of association of the Company, which shall now read as follows:

" **6.1.** The corporate capital of the Company is fixed at one hundred and thirty-nine million one hundred and twenty-six thousand one hundred and forty-two Norwegian Kroner (NOK 139,126,142) represented by one hundred and thirty-



nine million one hundred and twenty-six thousand one hundred and forty-two (139,126,142) shares of a nominal value of one Norwegian Krone (NOK 1) each, fully paid up, divided into:

- (i) one hundred and ten thousand (110,000) ordinary shares;
- (ii) fifteen million four hundred and forty-six thousand two hundred and thirty-eight (15,446,238) class A shares;
- (iii) fifteen million four hundred and forty-six thousand two hundred and thirty-eight (15,446,238) class B shares;
- (iv) fifteen million four hundred and forty-six thousand two hundred and thirty-eight (15,446,238) class C shares;
- (v) fifteen million four hundred and forty-six thousand two hundred and thirty-eight (15,446,238) class D shares;
- (vi) fifteen million four hundred and forty-six thousand two hundred and thirty-eight (15,446,238) class E shares;
- (vii) fifteen million four hundred and forty-six thousand two hundred and thirty-eight (15,446,238) class F shares;
- (viii) fifteen million four hundred and forty-six thousand two hundred and thirty-eight (15,446,238) class G shares;
- (ix) fifteen million four hundred and forty-six thousand two hundred and thirty-eight (15,446,238) class H shares; and
- (x) fifteen million four hundred and forty-six thousand two hundred and thirty-eight (15,446,238) class I shares.

The shares are in registered form only.

The shares of class A to class I are hereinafter referred to as the "Preference Shares". The holders of the ordinary shares and/or Preference Shares are hereinafter referred to as the "Shareholder(s)". Any reference made hereinafter to a "Share" or to "Shares" shall be construed as a reference to any or all of the above ordinary shares and Preference Shares depending on the context and as applicable, and the same construction shall apply to a reference to a "Shareholder" or to "Shareholders".

Each class of Shares will have the same rights, save as otherwise provided in the present Articles. Each Share is entitled to one (1) vote at any general meeting of Shareholders

The capital of the Company may be increased or reduced by a resolution of the Shareholders adopted in the manner required for amendment of these Articles.

All Preference Shares are redeemable under the following conditions and modalities (for the purposes of these Articles, redeemable means that the Preference Shares are repurchased and cancelled). The Company shall notify the holders of Preference Shares before any redemption. Redemption takes place at the Company's initiative, at the exclusion of the holders of Preference Shares' request, and for one or more entire classes of Preference Shares (through the repurchase and cancellation of all the Preference Shares in issue in such class(es). In the case of redemption of classes of Preference Shares, such redemption shall be made in the reverse numerical order (starting with the class I).

In the event of a reduction of share capital through the redemption of a class of Preference Shares, such class of Preference Shares gives right to the holders thereof pro rata to their holding in such class to the Available Amount (with the limitation however to the Total Cancellation Amount as determined by the general meeting of Shareholders) and the holders of Preference Shares of the redeemed class of Preference Shares shall receive from the Company an amount equal to the Cancellation Value Per Share for each Preference Share of the relevant class held by them and redeemed.

The Cancellation Value Per Share shall be calculated by dividing the Total Cancellation Amount by the number of Preference Shares in issue in the class of Preference Shares to be redeemed.

The Total Cancellation Amount shall be an amount determined by the manager, or in case of plurality of managers, the board of managers and approved by the general meeting of Shareholders on the basis of the relevant Interim Accounts and in accordance with the provisions of article 16 of the Articles. The Total Cancellation Amount for each of the Preference Shares shall be the Available Amount of the relevant class at the time of the cancellation of the relevant class unless otherwise resolved by the general meeting of Shareholders provided however that the Total Cancellation Amount shall never be higher than such Available Amount.

Upon the redemption of the Preference Shares of the relevant class of Preference Shares, the Cancellation Value Per Share will become due and payable by the Company.

For the purposes of these Articles, the following capitalised terms shall have the following meanings:

- "Available Amount" means in relation to the Preference Shares the total amount of net profits attributable to the class of Preference Shares to be redeemed and cancelled (as determined in accordance with article 16 of the Articles) of the Company (including carried forward profits) to the extent the Shareholders would have been entitled to dividend distributions according to article 16 of the Articles, increased by (i) any freely distributable reserves (including for the avoidance of doubt the share premium reserve) and (ii), as the case may be, by the amount of the share capital reduction and legal reserve reduction relating to the class of Preference Shares to be cancelled to the extent this corresponds to available amount in accordance with law but reduced by (i) any losses (included carried forward losses) and (ii) any sums to be placed into reserve(s) pursuant to the requirements of law or of the Articles, each time as set out in the relevant Interim Accounts (without for the avoidance of doubt, any double counting) so that:

$$AA = (NP + P + CR) - (L + LR)$$

Whereby:

AA = Available Amount.



NP = net profits (attributable to the class of Preference Shares to be redeemed and cancelled (as determined in accordance with article 16 of the Articles) of the Company (including carried forward profits) to the extent the Shareholders would have been entitled to dividend distributions according to article 13 of the Articles).

P = any freely distributable reserves.

CR = the amount of the capital reduction and legal reserve reduction relating to the class of Preference Shares to be cancelled to the extent this corresponds to available amounts in accordance with the Law.

L = losses (including carried forward losses).

LR = any sums to be placed into reserve(s) pursuant to the requirements of Law or of the Articles.

- "Cancellation Value Per Share" means the cancellation amount per Preference Share to be paid to the Shareholder.
- "Interim Accounts" means the interim accounts of the Company as at the relevant Interim Account Date.
- "Interim Accounts Date" means the date no earlier than eight (8) days before the date of the redemption of the relevant class of Preference Shares.
- "Total Cancellation Amount" means the amount to be paid as the redemption price for the Preference Shares so redeemed."

Fifth resolution

The sole shareholder resolves to amend article 12 of the articles of association of the Company, which shall read as follows:

"Art. 12. Interim Dividends. The Sole Manager or, in case of plurality of managers, the Board of Managers may decide to pay interim dividends in compliance with article 16 of the Articles on the basis of a statement of accounts prepared by the Sole Manager or, in case of plurality of managers, by the Board of Managers showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that the amount to be distributed may not exceed profits realised since the end of the last financial year, increased by carried forward profits and distributable reserves, but decreased by carried forward losses and sums to be allocated to a reserve to be established by the Law or by the Articles."

Sixth resolution

The sole shareholder resolves to amend article 16 of the articles of association of the Company, which shall read as follows:

" Art. 16. Profits - Reserves.

- 16.1. The revenues of the Company, deduction made of the general expenses and the charges, the depreciations, the provisions and taxes constitute the net profit.
- 16.2. From the net profit five per cent (5%) shall be deducted and allocated to the legal reserve; this deduction ceases to be mandatory as soon as the reserve amounts to ten per cent (10%) of the capital of the Company, but it must be resumed until the reserve is entirely reconstituted if, at any time, for any reason whatsoever, it has been touched.
- 16.3. After allocation to the legal reserve, the Shareholder(s) shall determine how the remainder of the annual net profits will be disposed of by allocating the whole or part of the remainder to a reserve or to a provision, by carrying it forward to the next following financial year or by distributing it, together with carried forward profits, distributable reserves or share premium to the Shareholder(s) in compliance with this Article 16.
- 16.4. In any year in which the Company resolves to make dividend distributions, drawn from net profits and from available reserves derived from retained earnings, including any share premium, the amount allocated to this effect shall be distributed in the following order of priority:
- (i) the holder(s) of the ordinary shares shall be entitled to a dividend equal to 0.10% of the nominal value of the ordinary shares;
- (ii) the holder(s) of the class A shares shall be entitled to a dividend equal to 0.15% of the nominal value of the class A shares;
- (iii) the holder(s) of the class B shares shall be entitled to a dividend equal to 0.20% of the nominal value of the class B shares;
- (iv) the holder(s) of the class C shares shall be entitled to a dividend equal to 0.25% of the nominal value of the class C shares;
- (v) the holder(s) of the class D shares shall be entitled to a dividend equal to 0.30% of the nominal value of the class D shares;
- (vi) the holder(s) of the class E shares shall be entitled to a dividend equal to 0.35% of the nominal value of the class E shares;
- (vii) the holder(s) of the class F shares shall be entitled to a dividend equal to 0.40% of the nominal value of the class F shares;
- (viii) the holder(s) of the class G shares shall be entitled to a dividend equal to 0.45% of the nominal value of the class G shares;



- (ix) the holder(s) of the class H shares shall be entitled to a dividend equal to 0.50% of the nominal value of the class H shares;
- (x) the holder(s) of the class I shares shall be entitled to a dividend equal to 0.55% of the nominal value of the class I shares.

Should the whole last outstanding class of Preference Shares (by alphabetical order, e.g. class I shares) have been cancelled following its redemption or otherwise at the time of the distribution, the remainder of any dividend distribution shall then be allocated to the preceding last outstanding class of Preference Shares in the reverse alphabetical order (e.g. initially class H shares).

In any case, dividends can only be distributed and Preference Shares redeemed to the extent that the Company has distributable sums within the meaning of the Law and in accordance with other applicable provisions thereof.

The dividends declared may be paid in any currency selected by the Sole Manager, or in case of plurality of managers, the Board of Managers and may be paid at such places and times as may be determined by the Sole Manager or, in case of plurality of managers, the Board of Managers. The Sole Manager, or in case of plurality of managers, the board of Managers may make a final determination of the rate of exchange applicable to exchange dividend funds into the currency of their payment. A dividend declared but not paid on a share during five (5) years cannot thereafter be claimed by the holder of such Share shall be forfeited by the holder of such Share, and shall revert to the Company. No interest will be paid on dividends declared and unclaimed which are held by the Company on behalf of the Shareholder(s).

The share premium may be distributed to the shareholder(s) upon decision of a general meeting of shareholder(s) in accordance with the provisions set forth hereafter. The general meeting of shareholder(s) may decide to allocate any amount out of the share premium account to the legal reserve account.

Seventh resolution

The sole shareholder resolves to amend article 17.4 of the articles of association of the Company, which shall read as follows:

"17.4. The surplus after payment of all charges, debts, expenses which are a result of liquidation, will be used to reimburse the contribution made by the Shareholders on the Shares of the Company. The final surplus will be distributed to the Shareholders so as to achieve on an aggregate basis the same economic result as the distribution rules set out for dividend distributions in Article 16 hereof."

Eighth resolution

The sole shareholder decides that out of the share premium in an aggregate amount of one billion two hundred and fifty-one million one hundred and forty-five thousand three hundred and twenty-seven Norwegian Kroner (NOK 1,251,145,327), sixty-two million five hundred and fifty-seven thousand two hundred and sixty-six Norwegian Kroner (NOK 62,557,266) will be allocated to the legal reserve of the Company. After such allocation to the legal reserve, the share premium shall be equal to one billion one hundred and eighty-eight million five hundred and eighty-eight thousand sixty-one Norwegian Kroner (NOK 1,188,588,061).

Expenses

The costs, expenses, remunerations and charges in any form whatsoever incumbent to the Company and charged to it by reason of the present deed are assessed at seven thousand euro (EUR 7,000.-).

There being no further business before the meeting, the same was adjourned thereupon.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party the present deed is worded in English, followed by a French version; on request of the same appearing party, in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

WHEREOF the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the date mentioned at the beginning of this document.

The document having been read to the representative of the appearing party, known to the undersigned notary by name, surname, civil status and residence, the said representative of the appearing party signed together with us the notary, the present original deed.

Follows the french version

L'an deux mille quatorze, le six janvier,

Par devant Maître Francis KESSELER notaire de résidence à Esch-sur-Alzette.

A COMPARU:

Oz Holding Guernsey Limited, une société à responsabilité limitée, organisée et existante selon les lois de l'île de Guernesey, ayant son siège social au Ground Floor National Westminster House Le Truchot St Peter Port Guernesey GY1 3RA et immatriculée au Registre des Sociétés de Guernesey sous le numéro 57482,

représentée par Léa GNALY, juriste, demeurant à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée le 3 janvier 2014.



Ladite procuration, après avoir été signée ne varietur par le mandataire de la partie comparante et le notaire instrumentaire restera annexée au présent acte pour être soumise avec elle aux formalités de l'enregistrement.

Qui a déclaré et requis le notaire d'acter:

- 1) Que Oz Holding Guernsey Limited, préqualifié et représenté comme indiqué ci-dessus, est l'associé unique de Oz Holding S.à r.l., une société à responsabilité limitée ayant son siège social au 23, Rue Aldringen, L-1118 Luxembourg et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 181.913 (la "Société"). La Société a été constituée suivant un acte du notaire instrumentaire en date du 13 novembre 2013, non encore publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.
- 2) Que le capital social de la Société est fixé à cent dix mille couronnes norvégiennes (110.000 NOK) représenté par cent dix mille (110.000) parts sociales, ayant une valeur nominale d'une couronne norvégienne (1 NOK) chacune.
- 3) Ceci ayant été exposé, l'associé unique préqualifié, représentant l'intégralité du capital social de la Société a décidé de prendre les résolutions suivantes:

Première résolution

L'associé unique décide de créer une nouvelle catégorie de parts sociales ordinaires de la Société, chacune des parts sociales ordinaires ayant une valeur nominale d'une couronne norvégienne (1 NOK) et de convertir les cent dix mille (110.000) parts sociales existantes de la Société en cent dix mille (110.000) parts sociales ordinaires.

Deuxième résolution

L'associé unique décide de créer neuf (9) catégories de parts sociales de la Société, lesquelles seront désignées comme les parts sociales de catégories A, B, C, D, E, F, G, H et I, chacune ayant une valeur nominale d'une couronne norvégienne (1 NOK).

L'associé unique décide que les statuts seront modifiés afin de déterminer les droits financiers propres à chaque catégorie de parts sociales ainsi que leurs conditions de rachat et d'annulation.

Troisième résolution

L'associé unique décide d'augmenter le capital social de la Société d'un montant de cent trente-neuf millions seize mille cent quarante-deux couronnes norvégiennes (139.016.142 NOK), afin de le porter de son montant actuel de cent dix mille couronnes norvégiennes (110.000 NOK) à cent trente-neuf millions cent vingt-six mille cent quarante-deux couronnes norvégiennes (139.126.142 NOK) par la création et l'émission de:

- quinze millions quatre cent quarante-six mille deux cent trente-huit (15.446.238) parts sociales de catégorie A;
- quinze millions quatre cent quarante-six mille deux cent trente-huit (15.446.238) parts sociales de catégorie B;
- quinze millions quatre cent quarante-six mille deux cent trente-huit (15.446.238) parts sociales de catégorie C;
- quinze millions quatre cent quarante-six mille deux cent trente-huit (15.446.238) parts sociales de catégorie D;
- quinze millions quatre cent quarante-six mille deux cent trente-huit (15.446.238) parts sociales de catégorie E;
- quinze millions quatre cent quarante-six mille deux cent trente-huit (15.446.238) parts sociales de catégorie F;
- quinze millions quatre cent quarante-six mille deux cent trente-huit (15.446.238) parts sociales de catégorie G;
- quinze millions quatre cent quarante-six mille deux cent trente-huit (15.446.238) parts sociales de catégorie H; et quinze millions quatre cent quarante-six mille deux cent trente-huit (15.446.238) parts sociales de catégorie I;

d'une valeur nominale d'une couronne norvégienne (1 NOK) chacune, soit cent trente-neuf millions seize mille cent quarante-deux (139,016,142) nouvelles parts sociales au total.

Souscription et libération

Les cent trente-neuf millions seize mille cent quarante-deux (139.016.142) nouvelles parts sociales d'une valeur nominale d'une couronne norvégienne (1 NOK) chacune ensemble avec une prime d'émission d'un milliard deux cent cinquante-un millions cent quarante-cinq mille trois cent vingt-sept couronnes norvégiennes (1.251.145.327 NOK) ont été souscrites par Oz Holding Guernsey Limited, préqualifié et représenté comme indiqué ci-dessus comme suit:

- quinze millions quatre cent quarante-six mille deux cent trente-huit (15.446.238) parts sociales de catégorie A;
- quinze millions quatre cent quarante-six mille deux cent trente-huit (15.446.238) parts sociales de catégorie B;
- quinze millions quatre cent quarante-six mille deux cent trente-huit (15.446.238) parts sociales de catégorie C;
- quinze millions quatre cent quarante-six mille deux cent trente-huit (15.446.238) parts sociales de catégorie D;
- quinze millions quatre cent quarante-six mille deux cent trente-huit (15.446.238) parts sociales de catégorie E;
- quinze millions quatre cent quarante-six mille deux cent trente-huit (15.446.238) parts sociales de catégorie F;
- quinze millions quatre cent quarante-six mille deux cent trente-huit (15.446.238) parts sociales de catégorie G;
- quinze millions quatre cent quarante-six mille deux cent trente-huit (15.446.238) parts sociales de catégorie H; et
- quinze millions quatre cent quarante-six mille deux cent trente-huit (15.446.238) parts sociales de catégorie l.

Ces nouvelles parts sociales ont été libérées par un apport en numéraire d'un montant total d'un milliard trois cent quatre-vingt-dix millions cent soixante-un mille quatre cent soixante-neuf couronnes norvégiennes (1.390.161.469 NOK),



duquel (i) cent trente-neuf millions seize mille cent quarante-deux couronnes norvégiennes (139.016.142 NOK) seront alloués au capital social de la Société et (ii) un milliard deux cent cinquante-un millions cent quarante-cinq mille trois cent vingt-sept couronnes norvégiennes (1.251.145.327 NOK) seront alloués au compte prime d'émission de la Société.

La preuve du paiement susmentionné a été rapportée au notaire instrumentaire, qui le reconnaît expressément.

Quatrième résolution

En conséquence des résolutions précédentes, l'associé unique décide de modifier l'article 6.1. des statuts de la Société, pour lui donner la teneur suivante:

- "6.1. Le capital social de la Société est fixé à cent trente-neuf millions cent vingt-six mille cent quarante-deux couronnes norvégiennes (139.126.142 NOK) représenté par cent trente-neuf millions cent vingt-six mille cent quarante-deux (139.126.142) parts sociales d'une valeur nominale d'une couronne norvégienne (1 NOK) chacune, entièrement libéré, divisé en:
 - (xi) cent dix mille (110.000) parts sociales ordinaires;
 - (xii) quinze millions quatre cent quarante-six mille deux cent trente-huit (15.446.238) parts sociales de catégorie A;
 - (xiii) quinze millions quatre cent quarante-six mille deux cent trente-huit (15.446.238) parts sociales de catégorie B;
 - (xiv) quinze millions quatre cent quarante-six mille deux cent trente-huit (15.446.238) parts sociales de catégorie C;
 - (xv) quinze millions quatre cent quarante-six mille deux cent trente-huit (15.446.238) parts sociales de catégorie D;
 - (xvi) quinze millions quatre cent quarante-six mille deux cent trente-huit (15.446.238) parts sociales de catégorie E;
 - (xvii) quinze millions quatre cent quarante-six mille deux cent trente-huit (15.446.238) parts sociales de catégorie F;
 - (xviii) quinze millions quatre cent quarante-six mille deux cent trente-huit (15.446.238) parts sociales de catégorie G;
- (xix) quinze millions quatre cent quarante-six mille deux cent trente-huit (15.446.238) parts sociales de catégorie H; et
- (xx) quinze millions quatre cent quarante-six mille deux cent trente-huit (15.446.238) parts sociales de catégorie I. Les parts sociales sont uniquement nominatives.

Les Parts Sociales de Catégorie A à la catégorie I sont ci-après désignées comme les «Parts Sociales Préférentielles». Les détenteurs de parts sociales ordinaires et/ou de Parts Sociales Préférentielles sont ci-après dénommés le ou les «Associé(s)». Toute référence faite ci-après à une «Part Sociale» ou à des «Parts Sociales» devra être interprétée comme une référence à toutes ou parties des parts sociales ordinaires et Parts Sociales Préférentielles selon le contexte et selon le cas applicable, et la même interprétation devra s'appliquer à toute référence à un «Associé» ou à des «Associés».

Chaque catégorie de Parts Sociales aura les mêmes droits, sauf dispositions contraires des statuts. Chaque Part Sociale a droit à un (1) vote lors de l'assemblée générale des Associés.

Le capital de la Société pourra être augmenté ou réduit par une résolution des associés délibérant comme en matière de modification des Statuts.

Toutes les Parts Sociales sont rachetables selon les conditions et modalités suivantes (pour les besoins des Statuts, rachetable signifie que les Parts Sociales Préférentielles sont rachetées et annulées). La Société devra notifier aux détenteurs de Parts Sociales Préférentielles avant tout rachat. Le rachat aura lieu à l'initiative de la Société, à l'exclusion des demandes des détenteurs de Parts Sociales Préférentielles, et pour une ou plusieurs catégorie(s) entière(s) de Parts Sociales Préférentielles (à travers le rachat et l'annulation de toutes les Parts Sociales Préférentielles émises dans une telle catégorie). En cas de rachat de catégories de Parts Sociales Préférentielles, un tel rachat devra être fait dans l'ordre numérique inversé (commençant par la catégorie l).

En cas de réduction du capital par rachat d'une catégorie de Parts Sociales Préférentielles, cette catégorie de Parts Sociales Préférentielles donne droit à ses détenteurs, au pro rata de leur participation dans cette catégorie au Montant Disponible (cependant avec la limitation que le Montant Total de l'Annulation tel que déterminé par l'assemblé générale des associés) et les détenteurs de Parts Sociales de la catégorie de Parts Sociales Préférentielles rachetée recevront de la Société un montant égal à la valeur d'annulation par Part Sociale pour chacune des parts de la catégorie concernée détenue par eux et rachetée.

La Valeur d'Annulation Par Part Sociale sera calculée en divisant le Montant Total de l'Annulation par le nombre de Parts Sociales Préférentielles émises dans la catégorie des Parts Sociales Préférentielles devant être rachetée.

Le Montant Total de l'Annulation sera un montant déterminé par le gérant ou, en cas de pluralité de gérants, par le conseil de gérance et approuvé par l'assemblée générale, sur base des Comptes Intérimaires concernés et en conformité avec les dispositions de l'article 16 des Statuts. Le Montant Total de l'Annulation pour chacune des catégories de Parts Sociales Préférentielles sera le Montant Disponible de la catégorie concernée au moment de l'annulation de la catégorie concernée sauf décision contraire de l'assemblée générale des associés, sous réserve cependant que le Montant Total d'Annulation ne soit jamais supérieur au Montant Disponible.

Au moment du rachat des Parts Sociales Préférentielles de la catégorie de Parts Sociales Préférentielle concernée, la Valeur d'Annulation Par Part Sociale sera due et payable par la Société.

Pour les besoins des Statuts, les termes suivants en lettre majuscule auront la signification suivante:



- "Montant Disponible" signifie en relation avec les Parts Sociales Préférentielles le montant total des bénéfices nets de la Société attribuable à la catégorie de Parts Sociales Préférentielles à racheter et à annuler (tel que déterminé conformément à l'article 16 des Statuts) de la Société (incluant les bénéfices reportés) dans la mesure où les Associés auraient droit aux distributions de dividendes conformément à l'article 16 des Statuts, augmenté par (i) les réserves librement distribuables (incluant pour éviter toute ambiguïté la réserve de prime d'émission) et (ii) le cas échéant, par le montant de la réduction de capital social et de la réduction de la réserve légale liée à la catégorie de Parts Sociales Préférentielles devant être annulée dans la mesure où cela correspond au montant disponible conformément à la Loi mais réduit par (i) les pertes (incluant les pertes reportées) et (ii) les sommes devant être placées dans la ou (les) réserve(s) conformément aux exigences posées par la Loi et les Statuts, chaque fois tel que présentés par les Comptes Intérimaires concernés (et pour éviter tout ambiguïté, sans double comptabilisation) tel que:

MD = (BN + B + RC) - (P+RL)

Avec:

MD = Montant Disponible.

BN = bénéfices nets (attribuables à la catégorie de Parts Sociales Préférentielles à racheter et à annuler (tel que déterminé conformément à l'article 16 des Statuts) de la Société (incluant les bénéfices reportés) dans la mesure où les Associés auraient eu droit aux distributions de dividendes conformément à l'article 13 des Statuts.

B = toutes réserves librement distribuables.

RC= le montant de la réduction de capital social et de la réduction de la réserve légale liée à la catégorie de Parts Sociales Préférentielles devant être annulée dans la mesure où cela correspond aux montants disponibles conformément à la Loi.

P = pertes (incluant les pertes reportées).

RL = toutes sommes devant-être allouées a une ou (des) réserve(s) selon les exigences posées par la Loi ou les Statuts.

- "Valeur d'Annulation Par Part Sociale" signifie le montant de la valeur d'annulation par Part Sociale Préférentielle à payer à l'Associé.
 - "Comptes Intérimaires" signifie les comptes intérimaires de la Société à la Date Des Comptes Intérimaires concernée.
- "Date Des Comptes Intérimaires" signifie une date qui ne peut précéder de huit (8) jours la date de rachat de la catégorie de Parts Sociales Préférentielles concernée
- "Montant Total de l'Annulation" signifie le montant à payer tel que le prix de rachat des Parts Sociales Préférentielles rachetées."

Cinquième résolution

L'associé unique décide de modifier l'article 12 des statuts de la Société, lequel devra désormais se lire comme suit:

"Art. 12. Dividendes Intérimaires. Le Gérant Unique ou en cas de pluralité de gérants, le Conseil de Gérance, peut décider de payer des dividendes intérimaires conformément à l'article 16 des Statuts sur la base d'un relevé de comptes préparé par le Gérant Unique ou, en cas de pluralité de gérants, par le Conseil de Gérance montrant qu'il existe suffisamment de fonds disponibles pour la distribution, étant entendu que le montant distribuable ne peut être supérieur aux profits réalisés depuis la fin de l'exercice social précédent, augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables, mais diminué des pertes reportées et sommes allouées à une réserve à établir en vertu de la Loi ou des Statuts."

Sixième résolution

L'associé unique décide de modifier l'article 16 des statuts de la Société, qui aura dorénavant la teneur suivante:

" Art. 16. Bénéfices - Réserves.

- 16.1. Les revenus de la Société, après déduction des frais généraux et des charges, des amortissements, des provisions et des taxes, constituent le bénéfice net.
- 16.2. Sur le bénéfice net de la Société, au moins cinq pour cent (5%) devront être déduits et alloués à la réserve légale. Cette déduction cesse d'être obligatoire dès que la réserve légale atteint dix pour cent (10%) du capital de la Société, mais continuera d'être exigée jusqu'à ce que la réserve soit entièrement reconstituée si, à tout moment pour une raison quelconque, elle a été touchée.
- 16.3. Après allocation à la réserve légale, le(s) Associé(s) devra(ont) déterminer comment le bénéfice net restant sera utilisé en allouant tout ou partie du bénéfice net restant à une réserve ou à une provision, en le reportant à l'exercice comptable suivant ou en le distribuant avec les profits reportés, réserves distribuables ou prime d'émission entre les associés ou à l'associé conformément à cet Article 16.
- 16.4. Quelle que soit l'année dans laquelle la Société décide de procéder des distributions de dividendes, tirés des bénéfices nets et des réserves disponibles tirés de bénéfices, incluant la prime d'émission, le montant alloué à cet effet devra être distribué dans l'ordre de priorité suivant:
- (i) les détenteurs de parts sociales ordinaires auront droit à un dividende égal à 0.10% de la valeur nominale des parts sociales ordinaires;



- (ii) les détenteurs de parts sociales de catégorie A auront droit à un dividende égal à 0.15% de la valeur nominale des parts sociales de catégorie A;
- (iii) les détenteurs de parts sociales de catégorie B auront droit à un dividende égal à 0.20% de la valeur nominale des parts sociales de catégorie B;
- (iv) les détenteurs de parts sociales de catégorie C auront droit à un dividende égal à 0.25% de la valeur nominale des parts sociales de catégorie C;
- (v) les détenteurs de parts sociales de catégorie D auront droit à un dividende égal à 0.30% de la valeur nominale des parts sociales de catégorie D;
- (vi) les détenteurs de parts sociales de catégorie E auront droit à un dividende égal à 0.35% de la valeur nominale des parts sociales de catégorie E;
- (vii) les détenteurs de parts sociales de catégorie F auront droit à un dividende égal à 0.40% de la valeur nominale des parts sociales de catégorie F;
- (viii) les détenteurs de parts sociales de catégorie G auront droit à un dividende égal à 0.45% de la valeur nominale des parts sociales de catégorie G;
- (ix) les détenteurs de parts sociales de catégorie H auront droit à un dividende égal à 0.50% de la valeur nominale des parts sociales de catégorie H;
- (x) les détenteurs de parts sociales de catégorie I auront droit à un dividende égal à 0.55% de la valeur nominale des parts sociales de catégorie I.

Si toute la dernière catégorie restant de Parts Sociales Préférentielles (par ordre alphabétique, par exemple les parts sociales de catégorie I) a été annulée à la suite de son rachat ou autrement au moment de la distribution, le reste de la distribution de dividendes sera alors alloué à la précédente catégorie de Parts Sociales Préférentielles restant dans l'ordre alphabétique inverse (par exemple les parts sociales de catégorie H).

Dans ce cas, les dividendes ne pourront être distribués et les Parts Sociales Préférentielles rachetées dans la mesure où la Société a des sommes distribuables selon la signification donnée par la Loi et conformément à toutes autres dispositions applicables.

Les dividendes déclarés peuvent être payés dans toute devise choisie par le Gérant Unique, ou en cas de pluralité de gérants, le Conseil de Gérance et peut être payé en tout lieu et à tout moment tels que déterminés par le Gérant Unique, ou en cas de pluralité de gérants, le Conseil de Gérance. Le Gérant Unique, ou en cas de pluralité de gérants, le Conseil de Gérance peut effectuer une détermination finale du taux d'échange applicable à l'échange des fonds de dividendes en devises de leur paiement.

Un dividende déclaré mais non payé sur une part sociale durant cinq (5) années ne peut être réclamé par le détenteur de telles Parts Sociales seront perdus par le détenteur de telles Parts Sociales et reviendront à la Société. Aucun intérêt ne sera payé sur les dividendes déclarés et non réclamées lesquels seront détenues par la Société pour le compte du ou (des) Associé(s).

La prime d'émission peut être distribuée aux associé(s) sur décision de l'assemblée générale des associés(s) conformément aux dispositions ci-après décrites. L'assemblée générale des associés(s) peut décider d'allouer tout montant du compte prime d'émission au compte de réserve légale.

Septième résolution

L'associé unique décide de modifier l'article 17.4 des statuts de la Société qui aura dorénavant la teneur suivante:

" 17.4. Le surplus après paiement des charges, dettes dépenses qui résultent de la liquidation sera utilisé pour rembourser l'apport fait par les Associés sur les Parts Sociales de la Société. Le surplus final sera distribué aux Associés afin de réaliser sur une base globale le même résultat économique que les règles de distribution exposées pour la distribution de dividendes prévu par l'Article 16."

Huitième résolution

L'associé unique décide que de la prime d'émission d'un montant total d'un milliard deux cent cinquante-un millions cent quarante-cinq mille trois cent vingt-sept couronnes norvégiennes (1.251.145.327 NOK), soixante-deux millions cinq cent cinquante-sept mille deux cent soixante-six couronnes norvégiennes (62.557.266 NOK) seront alloués à la réserve légale de la Société. Après une telle allocation à la réserve légale, la prime d'émission sera égale à un milliard cent quatre-vingt-huit millions cinq cent quatre-vingt-huit mille soixante-une couronnes norvégiennes (1.188.588.061 NOK).

Dépenses

Les frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société en raison du présent acte, sont évalués à sept mille euros (EUR 7.000,-).

Rien d'autre étant à l'ordre du jour de l'assemblée, celle-ci est ajournée.

Le notaire instrumentaire, qui comprend et parle l'anglais, déclare qu'à la demande de la partie comparante, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française; à la demande de la même partie comparante et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fait foi.



DONT ACTE, passé à Luxembourg à la date qu'en tête des présentes.

Le document ayant été lu au mandataire de la partie comparante, connu du notaire instrumentaire par nom, prénom usuel, état civil et demeure, ledit mandataire de la partie comparante a signé ensemble avec nous notaire le présent original de l'acte.

Signé: Gnaly, Kesseler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 10 janvier 2014. Relation. EAC/2014/670. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Santioni A.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Référence de publication: 2014039644/475.

(140045127) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mars 2014.

Pindo S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5280 Sandweiler, Z.I. Zolach.

R.C.S. Luxembourg B 178.649.

Les statuts coordonnés de la prédite société au 12 mars 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mersch, le 17 mars 2014.

Maître Marc LECUIT

Notaire

Référence de publication: 2014039691/13.

(140045304) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mars 2014.

Phoenix E1 - Buckower Damm, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 35, avenue Monterey. R.C.S. Luxembourg B 108.720.

EXTRAIT

Il résulte d'un acte de cession sous seing privé signé en date du 14 mars 2014 que Phoenix HoldCo 2 GmbH & Co. KG, une société de droit allemand, avec siège social à D-60325 Frankfurt am Main, Niedenau 61-63, immatriculée auprès du Handelsregister des Amtsgerichts Frankfurt am Main sous le numéro HRA 45772 a cédé 38 parts sociales de la Société à PHOENIX HOLDCO I S.à r.l., une société à responsabilité limitée, avec siège social à L-2163 Luxembourg, 35, Avenue Monterey, immatriculée auprès du registre de commerce et des sociétés sous le numéro B 152.589.

Partant, les 500 parts sociales représentant l'intégralité du capital social de la Société sont réparties comme suit	:
PHOENIX HOLDCO I S.à r.l.	500
Total	500
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.	
Luxembourg.	
Référence de publication: 2014039663/18.	

Lune Investissement S.à r.l., Société à responsabilité limitée, (anc. Lucy V Finance S.à r.l.).

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 168.512.

In the year two thousand and fourteen, on the sixth day of the month of March.

Before us, Maître Cosita Delvaux, notary residing in Redange-sur-Attert, Grand Duchy of Luxembourg,

(140045329) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mars 2014.

there appeared:

Venus Finance S.à r.l., a société à responsabilité limitée (private limited liability company), incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, having a share capital of twelve thousand five hundred Euros (EUR12,500) and being registered with the Registre de Commerce et des Sociétés in Luxembourg under number B 172.150 (the "Sole Shareholder"),



represented by Maître Flora Siegert, lawyer, professionally residing in Luxembourg, pursuant to a proxy dated on 6 March 2014.

which shall remain annexed to the present deed after having been signed ne varietur by the proxyholder and the undersigned notary,

being the Sole Shareholder of Lucy V Finance S.à r.l., a société à responsabilité limitée (private limited liability company), incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, having a share capital of twelve thousand five hundred Euros (EUR12,500) and registered with the Registre de Commerce et des Sociétés of Luxembourg under number B 168.512 (the "Company"), incorporated on 27 April 2012 pursuant to a deed of Maître Carlo Wersandt, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, acting in replacement of Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the "Mémorial") on 2 June 2012, number 1373.

The articles of association of the Company have have been amended previously on 19 October 2012 pursuant to a deed of Maître Francis Kesseler, notary residing in Esch-sur-Alzette, Grand Duchy of Luxembourg, published in the Mémorial on 11 December 2012, number 2998 and on 19 November 2012 pursuant to a deed of Maître Francis Kesseler, notary residing in Esch-sur-Alzette, Grand Duchy of Luxembourg, published in the Mémorial on 22 January 2013, number 156.

The appearing party, acting in the above mentioned capacity, declared and requested the notary to record as follows:

- 1. The Sole Shareholder holds all the five hundred (500) shares in issue in the Company so that the total share capital is represented and resolutions can be validly taken by the Sole Shareholder.
 - 2. The items on which a resolution is to be taken are as follows:
- A. Amendment of article 4 of the current articles of association of the Company so that article 4 of the articles of association of the Company reads as follows:
- "A limited liability company (société à responsabilité limitée) with the name "Lune Investissement S.à r.l." (the "Company") is hereby formed by the appearing party and all persons who will become shareholders thereafter. The Company will be governed by these articles of association and the relevant legislation."
 - B. Amendment of article 2 of the current articles of association of the Company which shall read as follows:

"The object of the Company shall be the holding of participations, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies and any other form of investment, the acquisition by purchase, subscription or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of securities of any kind and the administration, control and development of its portfolio.

The Company may also carry out all transactions pertaining directly or indirectly to the acquisition of real estate, properties and real estate rights in Luxembourg and abroad as well as any participations in any real estate enterprise or undertaking in any form whatsoever, and the administration, management, control and development of those participations and assets.

The Company may further guarantee, grant loans or otherwise assist the companies in which it holds a direct or indirect participation or which form part of the same group of companies as the Company.

The Company may also acquire loans including at a discount, originate loans and lend funds under any form, advance money or give credit on any terms including without limitation resulting from any borrowings of the Company or from the issue of any equity or debt securities of any kind to any person or entity as it deems fit in relation to any real estate enterprise or undertaking. The Company may enter into swaps, futures, forwards, derivatives, options, repurchase, stock lending and similar transactions, and, without prejudice to the generality of the foregoing, employ any techniques and instruments in connection with its real estate activities. The Company may also enter into any guarantees, contracts of indemnities, security interests and any other equivalent agreements in order to receive the benefit of any guarantee and/ or security interest granted in the context of such real estate activities. The Company may undertake any roles necessary in connection with such lending activity including, without limitation, the role of arranger, lead manager, facility agent, security agent, documentation agent. The Company shall not undertake such real estate lending or real estate loan acquisition activities in a way that would require it to be regulated pursuant to the Luxembourg act dated 5 April 1993 on the financial sector, as amended or any future act or regulation amending or replacing such act.

The Company can perform all commercial, technical and financial or other operations, connected directly or indirectly in all areas in order to facilitate the accomplishment of its purposes.

In particular, the Company will provide the companies within its portfolio with the services necessary to their administration, control and development. For that purpose, the Company may require and retain the assistance of other advisors."

C. Amendment and restatement of the articles of association of the Company.

Thereafter the following resolutions were passed by the Sole Shareholder of the Company:

First resolution

The Sole Shareholder resolved to amend article 4 of the current articles of association of the Company so that article 4 of the articles of association of the Company reads as set out in the above agenda.



Second resolution

The Sole Shareholder resolved to amend article 2 of the current articles of association of the Company so that article 2 of the articles of association of the Company reads as set out in the above agenda.

Third resolution

The Sole Shareholder resolved to amend and restate the articles of association of the Company (the "Articles") so that the Articles read as follows:

Art. 1. Denomination. A limited liability company (société à responsabilité limitée) with the name "Lune Investissement S.à r.l." (the "Company") is hereby formed by the appearing party and all persons who will become shareholders thereafter. The Company will be governed by these articles of association and the relevant legislation.

Art. 2. Object. The object of the Company shall be the holding of participations, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies and any other form of investment, the acquisition by purchase, subscription or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of securities of any kind and the administration, control and development of its portfolio.

The Company may also carry out all transactions pertaining directly or indirectly to the acquisition of real estate, properties and real estate rights in Luxembourg and abroad as well as any participations in any real estate enterprise or undertaking in any form whatsoever, and the administration, management, control and development of those participations and assets.

The Company may further give guarantees, grant security interests, grant loans or otherwise assist the companies in which it holds a direct or indirect participation or which form part of the same group of companies as the Company.

The Company may also acquire loans including at a discount, originate loans and lend funds under any form, advance money or give credit on any terms including without limitation resulting from any borrowings of the Company or from the issue of any equity or debt securities of any kind to any person or entity as it deems fit in relation to any real estate enterprise or undertaking. The Company may enter into swaps, futures, forwards, derivatives, options, repurchase, stock lending and similar transactions, and, without prejudice to the generality of the foregoing, employ any techniques and instruments in connection with its real estate activities. The Company may also enter into any guarantees, contracts of indemnities, security interests and any other equivalent agreements in order to receive the benefit of any guarantee and/ or security interest granted in the context of such real estate activities. The Company may undertake any roles necessary in connection with such lending activity including, without limitation, the role of arranger, lead manager, facility agent, security agent, documentation agent. The Company shall not undertake such real estate lending or real estate loan acquisition activities in a way that would require it to be regulated pursuant to the Luxembourg act dated 5 April 1993 on the financial sector, as amended or any future act or regulation amending or replacing such act.

The Company can perform all commercial, technical and financial or other operations, connected directly or indirectly in all areas in order to facilitate the accomplishment of its purposes.

In particular, the Company will provide the companies within its portfolio with the services necessary to their administration, control and development. For that purpose, the Company may require and retain the assistance of other advisors.

Art. 3. Duration. The Company is established for an unlimited period.

Art. 4. Registered Office. The Company has its registered office in the City of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its shareholders deliberating in the manner provided for amendments to the articles of association.

The address of the registered office may be transferred within the municipality by decision of the manager or as the case may be the board of managers.

The Company may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad.

In the event that the manager, or as the case may be the board of managers, should determine that extraordinary political, economic or social developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg company. Such temporary measures will be taken and notified to any interested parties by the manager or as the case may be the board of managers.

Art. 5. Share capital. The issued share capital of the Company is set at twelve thousand five hundred Euros (EUR 12,500) represented by five hundred (500) shares with a nominal value of 25 Euros (EUR25) each. The capital of the Company may be increased or reduced by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for amendment of these articles of association and the Company may proceed to the repurchase of its other shares upon resolution of its shareholders.



Any available share premium shall be distributable.

Art. 6. Transfer of Shares. Shares are freely transferable among shareholders. Except if otherwise provided by law, the share transfer to non-shareholders is subject to the consent of shareholders representing at least seventy-five per cent (75%) of the Company's share capital.

Art. 7. Management of the Company. The Company is managed by one or several managers who do not need to be shareholders.

The sole manager or as the case may be, the board of managers, is vested with the broadest powers to manage the business of the Company and to authorise and/or perform all acts of disposal and administration falling within the purposes of the Company. All powers not expressly reserved by the law or by the articles of association to the general meeting shall be within the competence of the sole manager or as the case may be, the board of managers.

Vis-à-vis third parties the sole manager or as the case may be, the board of managers, has the most extensive powers to act on behalf of the Company in all circumstances and to do, authorise and approve all acts and operations relative to the Company and not reserved by law or these articles of association to the general meeting of shareholders.

The managers are appointed and removed from office by a simple majority decision of the general meeting of share-holders, which determines their powers and the term of their mandates. If no term is indicated the managers are appointed for an undetermined period. The managers may be re-elected but their appointment may also be revoked with or without cause (ad nutum) at any time.

In the case of more than one manager, the managers constitute a board of managers. Any manager may participate in any meeting of the board of managers by conference call or by other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear one another and to communicate with one another. A meeting may also at any time be held by conference call or similar means only. The participation in, or the holding of, a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting or the holding of a meeting in person. Managers may be represented at meetings of the board by another manager without limitation as to the number of proxies which a manager may accept and vote.

Written notice of any meeting of the board of managers must be given to the managers twenty-four hours (24) at least in advance of the date scheduled for the meeting, except in case of emergency, in which case the nature and the motives of the emergency shall be mentioned in the notice. This notice may be omitted in case of assent of each manager in writing, by cable, telegram, telex, e-mail or facsimile, or any other similar means of communication. A special convening notice will not be required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the board of managers.

Decisions of the board of managers are validly taken by the approval of the majority of the managers of the Company.

The minutes of any meeting of the board of managers shall be signed by the chairman of that meeting or, in its absence, by any two managers. Copies or excerpts of such minutes shall be signed by the chairman of that meeting or by any two managers.

The board of managers may also, unanimously, pass resolutions on one or several similar documents by circular means when expressing its approval in writing, by cable or facsimile or any other similar means of communication. The entirety will form the circular documents duly executed giving evidence of the resolution. Managers' resolutions, including circular resolutions, may be conclusively certified or an extract thereof may be issued under the individual signature of any manager.

The Company will be bound by the sole signature in the case of a sole manager, and in the case of a board of managers by the sole signature of anyone of the managers. In any event the Company will be validly bound by the sole signature of any person or persons to whom such signatory powers shall have been delegated by the sole manager (if there is only one) or as the case may be the board of managers or anyone of the managers.

Art. 8. Liability of the Managers. The manager(s) are not held personally liable for the indebtedness of the Company. As agents of the Company, they are responsible for the performance of their duties.

Subject to the exceptions and limitations listed below, every person who is, or has been, a manager or officer of the Company shall be indemnified by the Company to the fullest extent permitted by law against liability and against all expenses reasonably incurred or paid by him in connection with any claim, action, suit or proceeding which he becomes involved as a party or otherwise by virtue of his being or having been such manager or officer and against amounts paid or incurred by him in the settlement thereof. The words "claim", "action", "suit" or "proceeding" shall apply to all claims, actions, suits or proceedings (civil, criminal or otherwise including appeals) actual or threatened and the words "liability" and "expenses" shall include without limitation attorneys' fees, costs, judgements, amounts paid in settlement and other liabilities.

No indemnification shall be provided to any manager or officer:

- (i) against any liability to the Company or its shareholders by reason of wilful misfeasance, bad faith, gross negligence or reckless disregard of the duties involved in the conduct of his office;
- (ii) with respect to any matter as to which he shall have been finally adjudicated to have acted in bad faith and not in the interest of the Company; or



(iii) in the event of a settlement, unless the settlement has been approved by a court of competent jurisdiction or by the board of managers.

The right of indemnification herein provided shall be severable, shall not affect any other rights to which any manager or officer may now or hereafter be entitled, shall continue as to a person who has ceased to be such manager or officer and shall inure to the benefit of the heirs, executors and administrators of such a person. Nothing contained herein shall affect any rights to indemnification to which corporate personnel, including directors and officers, may be entitled by contract or otherwise under law.

Expenses in connection with the preparation and representation of a defence of any claim, action, suit or proceeding of the character described in this article shall be advanced by the Company prior to final disposition thereof upon receipt of any undertaking by or on behalf of the officer or director, to repay such amount if it is ultimately determined that he is not entitled to indemnification under this article.

- **Art. 9. Shareholder voting rights.** Each shareholder may take part in collective decisions. He has a number of votes equal to the number of shares he owns and may validly act at any meeting of shareholders through a special proxy.
- **Art. 10. Shareholder meetings.** Decisions by shareholders are passed in such form and at such majority(ies) as prescribed by Luxembourg Company law in writing (to the extent permitted by law) or at meetings. Any regularly constituted meeting of shareholders of the Company or any valid written resolution (as the case may be) shall represent the entire body of shareholders of the Company.

Meetings shall be called by convening notice addressed by registered mail to shareholders to their address appearing in the register of shareholders held by the Company at least eight (8) days prior to the date of the meeting. If the entire share capital of the Company is represented at a meeting, the meeting may be held without prior notice.

In the case of written resolutions, the text of such resolutions shall be sent to the shareholders at their addresses inscribed in the register of shareholders held by the Company at least eight (8) days before the proposed effective date of the resolutions. The resolutions shall become effective upon the approval of the majority as provided for by law for collective decisions (or subject to the satisfaction of the majority requirements, on the date set out therein). Unanimous written resolution may be passed at any time without prior notice.

Except as otherwise provided for by law, (i) decisions of the general meeting shall be validly adopted if approved by shareholders representing more than half of the corporate capital. If such majority is not reached at the first meeting or first written resolution, the shareholders shall be convened or consulted a second time, by registered letter, and decisions shall be adopted by a majority of the votes cast, regardless of the portion of capital represented. (ii) However, decisions concerning the amendment of the articles of association are taken by (x) a majority of the shareholders (y) representing at least three quarters of the issued share capital and (iii) decisions to change of nationality of the Company are to be taken by Shareholders representing one hundred percent (100%) of the issued share capital.

At no time shall the Company have more than thirty (30) shareholders. At no time shall an individual be allowed to become a shareholder of the Company.

- **Art. 11. Accounting Year.** The accounting year begins on 1 st January of each year and ends on 31 st December of the same year.
- **Art. 12. Financial Statements.** Every year as of the accounting year's end, the annual accounts are drawn up by the manager or, as the case may be, the board of managers.

The financial statements are at the disposal of the shareholders at the registered office of the Company.

Art. 13. Distributions. Out of the net profit five percent (5%) shall be placed into a legal reserve account.

This deduction ceases to be compulsory when such reserve amounts to ten percent (10%) of the issued share capital of the Company.

The shareholders may decide to pay interim dividends on the basis of statements of accounts prepared by the manager, or as the case may be the board of managers, showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that the amount to be distributed may not exceed profits realised since the end of the last accounting year increased by profits carried forward and distributable reserves and premium but decreased by losses carried forward and sums to be allocated to a reserve to be established by law.

The balance may be distributed to the shareholders upon decision of a general meeting of shareholders.

The share premium account may be distributed to the shareholders upon decision of a general meeting of shareholders. The general meeting of shareholders may decide to allocate any amount out of the share premium account to the legal reserve account.

Art. 14. Dissolution. In case the Company is dissolved, the liquidation will be carried out by one or several liquidators who may be but do not need to be shareholders and who are appointed by the general meeting of shareholders who will specify their powers and remunerations.



Art. 15. Sole Shareholder. If, and as long as one shareholder holds all the shares of the Company, the Company shall exist as a single shareholder company, pursuant to article 179 (2) of the law of 10 th August 1915 on commercial companies; in this case, articles 200-1 and 200-2, among others, of the same law are applicable.

Art. 16. Applicable law. For anything not dealt with in the present articles of association, the shareholders refer to the relevant legislation.

Expenses

The costs, expenses, remuneration or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated at EUR 1,000.-.

The undersigned notary, who understands and speaks English, herewith states that at the request of the party hereto, this deed is drafted in English followed by a German translation; at the request of the same appearing person in case of divergences between the English and German version, the English version will prevail.

Done in Luxembourg on the day before mentioned.

After reading these minutes the appearing party signed together with the notary the present deed.

Es folgt die deutsche Übersetzung des vorhergehenden Englischen Textes:

Im Jahre zweitausendvierzehn, am sechsten Tage des Monats März.

Vor Uns, Maître Cosita Delvaux, Notar mit Amtssitz in Redange-sur-Attert, Großherzogtum Luxemburg.

Ist erschienen:

Venus Finance S.à r.l., eine société à responsabilité limitée (Gesellschaft mit beschränkter Haftung) luxemburgischen Rechts mit Sitz in 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, deren Gesellschaftskapital zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500) beträgt und eingetragen ist im Registre de commerce et des sociétés in Luxemburg unter der Nummer B 172.150, (der «Alleinige Gesellschafter»),

hier vertreten durch Frau Flora Siegert, Rechtsanwältin, beruflich wohnhaft in Luxemburg, gemäß einer Vollmacht ausgestellt am 6. März 2014,

welche gegenwärtiger Urkunde beigefügt wird nachdem sie ne varietur durch den Vollmachtnehmer und den unterzeichnenden Notar unterschrieben wurde,

als Alleiniger Gesellschafter der Lucy V Finance S.à r.l., eine société à responsabilité limitée (Gesellschaft mit beschränkter Haftung) luxemburgischen Rechts mit Sitz in 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, deren Gesellschaftskapital zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500) beträgt und eingetragen ist im Registre de Commerce et des Sociétés in Luxemburg, unter der Nummer B 168.512 (die «Gesellschaft»), gegründet am 27. April 2012 gemäß Urkunde aufgenommen durch Maître Carlo Wersandt, Notar mit Amtsitz in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, handelnd in Ersetzung von Maître Henri Hellinckx, Notar mit Amtsitz in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, veröffentlicht am 2. Juni 2012 im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (das «Mémorial»), Nummer 1373.

Die Satzung der Gesellschaft wurde abgeändert am 19. Oktober 2012 gemäß Urkunde aufgenommen durch Maître Francis Kesseler, Notar mit Amtsitz in Esch-sur-Alzette, veröffentlicht am 11. Dezember 2012 im Mémorial, Nummer 2998 und am 19. November 2012 gemäß Urkunde aufgenommen durch Maître Francis Kesseler, Notar mit Amtsitz in Esch-sur-Alzette, veröffentlicht am 22. Januar 2013 im Mémorial, Nummer 156.

Der Erschienene gibt, in Ausübung seines obenerwähnten Amtes, folgende Erklärungen ab und ersucht den amtierenden Notar folgendes zu beurkunden:

- 1. Der Alleinige Gesellschafter der Gesellschaft hält alle fünfhundert (500) von der Gesellschaft ausgegebenen Gesellschaftsanteile, so dass das gesamte Gesellschaftskapital vertreten ist und wirksam über alle Punkte der Tagesordnung entschieden werden kann.
 - 2. Die Punkte über welche ein Beschluss getroffen werden soll sind die folgende:
- A. Abänderung von Artikel 4 der gegenwärtigen Satzung der Gesellschaft so dass Artikel 1 der Satzung der Gesellschaft folgenden Wortlaut hat:

"Eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) mit dem Namen "Lune Investissement S.à r.l." (die "Gesellschaft") wird hiermit von der erschienenen Partei und allen Personen, die gegebenenfalls zukünftig als Gesellschafter eintreten, gegründet. Die Gesellschaft wird durch vorliegende Satzung und durch die entsprechende luxemburgische Gesetzgebung geregelt."

B. Abänderung von Artikel 2 der gegenwärtigen Satzung der Gesellschaft, so dass Artikel 2 den folgenden Wortlaut hat:

"Zweck der Gesellschaft ist das Halten von Beteiligungen in jeder beliebigen Form an in- und ausländischen Gesellschaften sowie jede andere Form von Investitionen, sowie den Erwerb durch Kauf, Zeichnung oder andere Art und Weise wie Übertragung durch Verkauf oder Tausch von Finanzinstrumenten jeder Art und die Verwaltung, Aufsicht und Entwicklung ihres Portfolios.

Die Gesellschaft kann ebenfalls alle Transaktionen welche sich auf direkten oder indirekten Erwerb von Grundbesitz, Eigentum, und Grundbesitzrechte in Luxemburg oder im Ausland oder auf den Erwerb von Beteiligungen an Unternehmen



welche im Besitz von Grundrechten sind oder von Unternehmensbeteiligungen jedweder Form beziehen, durchführen sowie die Verwaltung, Aufsicht und Entwicklung dieser Beteiligungen und dieses Vermögen ausführen.

Die Gesellschaft kann Bürgschaften geben, Sicherheiten leisten, Darlehen ausgeben oder die Gesellschaften an denen die Gesellschaft direkte oder indirekte Beteiligungen besitzt oder die zur Gruppe von Gesellschaften gehört, der die Gesellschaft angehört, in jeder anderen Form unterstützen.

Die Gesellschaft kann außerdem in jeder beliebigen Form Darlehen erwerben, auch mit Preisnachlass, Darlehen vergeben, Kapital verleihen, sowie Vorschüsse gewährleisten oder unter jeglichen Konditionen Kredite vergeben, einschließlich und ohne Einschränkungen derer Kredite, in Bezug auf ein Immobilien-Unternehmen oder - Unterfangen, die sich von jeglichen Kreditaufnahmen der Gesellschaft oder von der Ausgabe von Kapital oder Schuldtitel jeglicher Art an alle Personen und Unternehmen, für die es für richtig empfunden wurde, ergeben. Die Gesellschaft kann Swaps, Futures, Forwards, derivative Instrumente, Optionen, Rückkäufe, Wertpapierverleihe und ähnliche Transaktionen abschließen und unbeschadet der Allgemeingültigkeit des Vorstehenden, jegliche Methode und Instrumente im Zusammenhang mit ihren Immobiliengeschäften einsetzen. Die Gesellschaft kann auch jegliche Verträge über Garantien, Entschädigungen, Sicherheiten und alle weiteren äquivalente Verträge abschließen, so dass der Nutzen der, im Rahmen solcher Immobiliengeschäfte vergebenen, Garantien und/oder Sicherheiten ihr zu Gute kommen kann. Die Gesellschaft kann im Rahmen solcher Immobiliengeschäfte jegliche erforderliche Rolle übernehmen, einschließlich und ohne Einschränkungen der Rolle des Arranger, lead Manager, Facility Agent, Security Agent, Documentation Agent. Die Gesellschaft wird die Tätigkeit der Immobilienfinanzierung oder des Immobilienkrediterwerbs nicht in einer Weise ausüben, die eine Regulierung erfordern würde gemäß der geänderten Fassung des Gesetzes des 5. Aprils 1993 bezüglich des Finanzsektors oder jeglichen zukünftigen Gesetzes oder Regulierungsmaßnahme, die dieses Gesetz abändern oder ersetzen sollte.

Die Gesellschaft kann alle geschäftlichen, technischen, finanziellen ebenso wie alle andere direkt oder indirekt verbundenen Tätigkeiten welche die Erfüllung des Geschäftszwecks in den oben genannten Bereichen erleichtern, vornehmen.

Unter anderem wird die Gesellschaft allen Gesellschaften ihres Portfolios die für die Verwaltung, Entwicklung und Aufsicht dieser Gesellschaften notwendigen Leistungen zur Verfügung stellen. Für diesen Zweck kann die Gesellschaft die Unterstützung anderer Berater beanspruchen und auf solche zurückgreifen."

C. Abänderung und Neufassung der Satzung der Gesellschaft.

Danach wurden folgende Beschlüsse vom Alleinigen Gesellschafter getroffen:

Erster Beschluss

Der Alleinige Gesellschafter hat beschlossen Artikel 4 der gegenwärtigen Satzung der Gesellschaft abzuändern so dass Artikel 4 der Satzung der Gesellschaft den Wortlaut hat wie in der Tagesordnung beschrieben.

Zweiter Beschluss

Der Alleinige Gesellschafter hat beschlossen Artikel 2 der gegenwärtigen Satzung der Gesellschaft abzuändern so dass Artikel 2 der Satzung der Gesellschaft den Wortlaut hat wie in der Tagesordnung beschrieben.

Dritter Beschluss

Der Alleinige Gesellschafter hat beschlossen die Satzung der Gesellschaft wie folgt abzuändern und neu zu fassen:

Art. 1. Gesellschaftsname. Eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) mit dem Namen "Lune Investissement S.à r.l." (die "Gesellschaft") wird hiermit von der erschienenen Partei und allen Personen, die gegebenenfalls zukünftig als Gesellschafter eintreten, gegründet. Die Gesellschaft wird durch vorliegende Satzung und durch die entsprechende luxemburgische Gesetzgebung geregelt.

Art. 2. Gesellschaftszweck. Zweck der Gesellschaft ist das Halten von Beteiligungen in jeder beliebigen Form an inund ausländischen Gesellschaften sowie jede andere Form von Investitionen, sowie den Erwerb durch Kauf, Zeichnung oder andere Art und Weise wie Übertragung durch Verkauf oder Tausch von Finanzinstrumenten jeder Art und die Verwaltung, Aufsicht und Entwicklung ihres Portfolios.

Die Gesellschaft kann ebenfalls alle Transaktionen welche sich auf direkten oder indirekten Erwerb von Grundbesitz, Eigentum, und Grundbesitzrechte in Luxemburg oder im Ausland oder auf den Erwerb von Beteiligungen an Unternehmen welche im Besitz von Grundrechten sind oder von Unternehmensbeteiligungen jedweder Form beziehen, durchführen sowie die Verwaltung, Aufsicht und Entwicklung dieser Beteiligungen und dieses Vermögen ausführen.

Die Gesellschaft kann Bürgschaften geben, Sicherheiten leisten, Darlehen ausgeben oder die Gesellschaften an denen die Gesellschaft direkte oder indirekte Beteiligungen besitzt oder die zur Gruppe von Gesellschaften gehört, der die Gesellschaft angehört, in jeder anderen Form unterstützen.

Die Gesellschaft kann außerdem in jeder beliebigen Form Darlehen erwerben, auch mit Preisnachlass, Darlehen vergeben, Kapital verleihen, sowie Vorschüsse gewährleisten oder unter jeglichen Konditionen Kredite vergeben, einschließlich und ohne Einschränkungen derer Kredite, in Bezug auf ein Immobilien-Unternehmen oder - Unterfangen, die sich von jeglichen Kreditaufnahmen der Gesellschaft oder von der Ausgabe von Kapital oder Schuldtitel jeglicher Art an alle Personen und Unternehmen, für die es für richtig empfunden wurde, ergeben. Die Gesellschaft kann Swaps, Futures,



Forwards, derivative Instrumente, Optionen, Rückkäufe, Wertpapierverleihe und ähnliche Transaktionen abschließen und unbeschadet der Allgemeingültigkeit des Vorstehenden, jegliche Methode und Instrumente im Zusammenhang mit ihren Immobiliengeschäften einsetzen. Die Gesellschaft kann auch jegliche Verträge über Garantien, Entschädigungen, Sicherheiten und alle weiteren äquivalente Verträge abschließen, so dass der Nutzen der, im Rahmen solcher Immobiliengeschäfte vergebenen, Garantien und/oder Sicherheiten ihr zu Gute kommen kann. Die Gesellschaft kann im Rahmen solcher Immobiliengeschäfte jegliche erforderliche Rolle übernehmen, einschließlich und ohne Einschränkungen der Rolle des Arranger, lead Manager, Facility Agent, Security Agent, Documentation Agent. Die Gesellschaft wird die Tätigkeit der Immobilienfinanzierung oder des Immobilienkrediterwerbs nicht in einer Weise ausüben, die eine Regulierung erfordern würde gemäß der geänderten Fassung des Gesetzes des 5. Aprils 1993 bezüglich des Finanzsektors oder jeglichen zukünftigen Gesetzes oder Regulierungsmaßnahme, die dieses Gesetz abändern oder ersetzen sollte.

Die Gesellschaft kann alle geschäftlichen, technischen, finanziellen ebenso wie alle andere direkt oder indirekt verbundenen Tätigkeiten welche die Erfüllung des Geschäftszwecks in den oben genannten Bereichen erleichtern, vornehmen

Unter anderem wird die Gesellschaft allen Gesellschaften ihres Portfolios die für die Verwaltung, Entwicklung und Aufsicht dieser Gesellschaften notwendigen Leistungen zur Verfügung stellen. Für diesen Zweck kann die Gesellschaft die Unterstützung anderer Berater beanspruchen und auf solche zurückgreifen.

Art. 3. Geschäftsdauer. Die Gesellschaft ist auf unbegrenzte Dauer gegründet

Art. 4. Gesellschaftssitz. Die Gesellschaft hat ihren Sitz in Luxemburg-Stadt, Großherzogtum Luxemburg. Dieser kann, durch Beschluss einer außerordentlichen Generalversammlung der Gesellschafter die sich, in der für die Abänderung der Satzung vorgesehenen Art und Weise beraten, an jeden Ort im Großherzogtum Luxemburg verlegt werden.

Der eingetragene Sitz der Gesellschaft kann durch Beschluss des Geschäftsführers, beziehungsweise durch die Geschäftsführung innerhalb der Gemeinde verlegt werden.

Die Gesellschaft kann Geschäfts- und Zweigstellen in Luxemburg und im Ausland errichten.

Sollte der Geschäftsführer, oder im Falle einer Geschäftsführung die Geschäftsführung, feststellen, dass außerordentliche politische, wirtschaftliche oder soziale Ereignisse eingetreten sind oder unmittelbar bevorstehen welche die normalen Tätigkeiten der Gesellschaft an ihrem eingetragenen Sitz oder die problemlose Kommunikation zwischen diesem Sitz und Personen im Ausland beeinträchtigen könnten, so kann der Gesellschaftssitz vorübergehend bis zum vollständigen Ende solcher ungewöhnlichen Umstände ins Ausland verlegt werden; derartige vorläufige Maßnahmen haben keine Auswirkung auf die staatliche Zugehörigkeit der Gesellschaft, die unbeschadet einer solchen vorübergehenden Sitzverlegung eine luxemburgische Gesellschaft bleibt. Solche vorübergehenden Maßnahmen werden vom Geschäftsführer oder, im Falle einer Geschäftsführung, von der Geschäftsführung vorgenommen und jeglichen betroffenen Personen mitgeteilt.

Art. 5. Gesellschaftskapital. Das ausgegebene Gesellschaftskapital der Gesellschaft beläuft sich auf zwöltausendfünfhundert Euro (EUR 12.500), eingeteilt in fünfhundert (500) Gesellschaftsanteile mit einem Nennwert von je fünfundzwanzig Euro (EUR 25).

Das Gesellschaftskapital der Gesellschaft kann durch Beschluss der Gesellschafter in der für die Abänderung der Satzung vorgesehenen Art und Weise erhöht oder verringert werden und die Gesellschaft kann seine anderen Gesellschaftsanteile durch Beschluss der Gesellschafter zurückkaufen.

Verfügbare Anteilsprämien können verteilt werden.

- Art. 6. Übertragung der Anteile. Die Anteile sind unter den Gesellschaftern frei übertragbar. Soweit es das Gesetz nicht anders bestimmt, bedarf die Übertragung von Anteilen auf Dritte der Einwilligung von Gesellschaftern, welche zusammen mindestens fünfundsiebzig Prozent (75%) des Gesellschaftskapitals halten.
- Art. 7. Geschäftsführung. Die Geschäftsführung der Gesellschaft erfolgt durch einen oder mehrere Geschäftsführer die keine Gesellschafter sein müssen.

Der alleinige Geschäftsführer beziehungsweise die Geschäftsführung ist mit den weitestreichenden Befugnissen ausgestattet, das Geschäft der Gesellschaft zu verwalten und ist dazu befugt, jede Handlungen und Tätigkeiten, die mit dem Gegenstand der Gesellschaft im Einklang stehen, zu genehmigen und/oder auszuführen. Sämtliche Befugnisse, die nicht ausdrücklich per Gesetz oder durch die vorliegende Satzung den Gesellschaftern vorbehalten sind, fallen in den Zuständigkeitsbereich des Geschäftsführers beziehungsweise der Geschäftsführung.

Gegenüber Dritten hat der Geschäftsführer beziehungsweise die Geschäftsführung die weitestreichenden Befugnisse um in allen Umständen, im Namen und Auftrag der Gesellschaft zu handeln und in jeden Umständen, jeden Akt und jede Handlung, welche nicht durch die vorliegende Satzung oder durch die entsprechende luxemburgische Gesetzgebung im Kompetenzbereich der Gesellschafterversammlung liegt, im Auftrag der Gesellschaft vorzunehmen, zu erlauben und gutzuheißen.

Die Geschäftsführer werden durch mehrheitlichen Beschluss der Generalversammlung der Gesellschafter gewählt und abberufen, welche ihre Befugnisse und die Amtsdauer beschließt. Wenn keine Frist gesetzt wird, dann sind die Geschäftsführer auf unbestimmte Zeit ernannt. Die Geschäftsführer können wiedergewählt werden, jedoch kann ihre Ernennung zu jeder Zeit mit oder ohne Grund (ad nutum) widerrufen werden.



Im Falle mehrerer Geschäftsführer bilden diese die Geschäftsführung. Jeder Geschäftsführer kann an jeder Sitzung der Geschäftsführung teilnehmen mittels Telefonkonferenz oder anderen zur Verfügung stehenden Kommunikationsmitteln insofern gewährleistet ist, dass alle an der Sitzung teilnehmenden Personen sich hören und miteinander kommunizieren können. Eine Sitzung kann jederzeit mittels einer Telefonkonferenz oder ähnlichen Kommunikationsmitteln abgehalten werden. Die Teilnahme oder das Abhalten einer Sitzung mit Hilfe dieser Mittel entspricht einer persönlichen Teilnahme an der betroffenen Sitzung. Die Geschäftsführer können sich in den Sitzungen ohne Einschränkung der Anzahl der Vollmachten durch einen anderen Geschäftsführer, der hierzu bevollmächtigt ist, vertreten lassen.

Die Geschäftsführer sind mindestens vierundzwanzig (24) Stunden vor Beginn einer Sitzung der Geschäftsführung mittels schriftlicher Einberufung, zu benachrichtigen, außer in Notfällen, in welchem Fall die Art und die Gründe dieser Umstände in der Einberufung erläutert werden müssen. Auf das Recht auf die oben beschriebene Weise einberufen zu werden kann jeder Geschäftsführer durch schriftliche Zustimmung per Telegramm, Telekopie, Email, Telefax oder per ähnlichem Kommunikationsmittel verzichten. Spezifische Einberufungen sind nicht notwendig für Sitzungen, welche vorher zu einem durch Geschäftsführungsbeschluss genehmigten Zeitplan und zu vorgesehenen Zeiten und an vorbestimmten Orten abgehalten werden.

Entscheidungen der Geschäftsführung werden durch die Mehrheit der Geschäftsführer der Gesellschaft gefasst.

Die Protokolle aller Geschäftsführerratssitzungen werden vom Vorsitzenden der Sitzung oder, in seiner Abwesenheit, von zwei Geschäftsführern unterzeichnet. Die Kopien oder Auszüge der Protokolle werden vom Vorsitzenden oder von zwei Geschäftsführern unterzeichnet.

Schriftliche Beschlüsse der Geschäftsführung können, aus einem einzigen oder mehreren einzelnen Dokumenten, gültig abgeschlossen werden, wenn sie von allen Mitgliedern der Geschäftsführung schriftlich, per Telegramm, Telefax oder per ähnlichem Kommunikationsmittel genehmigt wurden. Die verschiedenen Dokumente gleichen Inhalts bilden zusammen einen gültigen schriftlichen Beschlüsse. Beschlüsse der Geschäftsführung, einschließlich schriftliche Beschlüsse, können von einem einzelnen Geschäftsführer beweiskräftig beglaubigt und ein Auszug davon beweiskräftig unterschrieben werden.

Die Gesellschaft wird durch die Unterschrift des alleinigen Geschäftsführers oder durch die Unterschrift eines einzelnen Geschäftsführers im Falle einer Geschäftsführung gebunden. Die Gesellschaft ist in jedem Fall wirksam durch die Unterschrift einer oder mehrerer hierzu durch den alleinigen Geschäftsführer, beziehungsweise durch die Geschäftsführung oder einer der Geschäftsführer, bevollmächtigten Personen, gebunden.

Art. 8. Haftung der Geschäftsführung. Die Geschäftsführer sind für Verschuldung der Gesellschaft nicht persönlich haftbar. Als Vertreter der Gesellschaft sind sie jedoch für die Ausführung ihrer Aufgaben und Pflichten verantwortlich.

Vorbehaltlich den unten aufgeführten Ausnahmen und Beschränkungen, wird jede Person, die ein Geschäftsführer oder leitender Angestellter der Gesellschaft ist oder war, von der Gesellschaft in vollem, gesetzlich erlaubten, Umfang gegen Verbindlichkeiten und gegen alle Ausgaben, welche üblicherweise entstanden sind oder von ihm gezahlt wurden in Verbindung mit Klagen, Prozessen oder Verfahren in die er als Partei oder anderweitig eintritt aufgrund dessen, dass er ein Geschäftsführer oder leitender Angestellter ist oder gewesen ist und die diesbezüglich gezahlten Beträge oder von durch deren Beilegung entstandenen Beträge, schadlos gehalten werden. Die Begriffe "Klage", "Streitsache", "Prozess"oder "Verfahren"finden auf alle anhängigen oder bevorstehenden Klagen, Streitsachen, Prozesse oder Verfahren Anwendung (zivilrechtlich, strafrechtlich oder sonstige, einschließlich Rechtsmittel) Anwendung und die Begriffe "Verbindlichkeit"und "Ausgaben"beinhalten ohne Beschränkung Anwaltskosten, Prozesskosten, Sicherheitsleistungen, gezahlte Beträge bei Streitbeilegung und andere Verbindlichkeiten.

Einem Geschäftsführer oder leitendem Angestellten wird keine Schadloshaltung gewährt:

- (i) gegen Verbindlichkeiten gegenüber der Gesellschaft oder ihrer Gesellschafter, aufgrund von vorsätzlich begangenen unerlaubten Handlungen, Bösgläubigkeit, grober Fahrlässigkeit oder rücksichtsloser Missachtung der Aufgaben, die in seiner Amtsführung enthalten sind;
- (ii) im Zusammenhang mit jeglichen Verfahren bei welchen er wegen bösgläubigem und nicht im Interesse der Gesellschaft erfolgtem Handeln, verurteilt wurde; oder
- (iii) im Falle einer Beilegung, es sei denn die Beilegung ist von einem Gericht unter zuständiger Gerichtsbarkeit oder von der Geschäftsführung genehmigt worden.

Das Recht der Schadloshaltung, das hier vorgesehen ist, ist abtrennbar und berührt keine anderen Rechte auf die das Verwaltungsratsmitglied oder der leitende Angestellte jetzt oder später ein Anrecht hat, und soll fortgeführt werden in der Person, die aufgehört hat, ein Geschäftsführer oder leitender Angestellter zu sein und soll dem Vorteil der Erben, Testamentsvollstreckern und Verwaltern einer solchen Person dienen. Nichts hierin Enthaltenes berührt die Rechte zur Schadloshaltung, auf die Gesellschaftspersonal, eingeschlossen Geschäftsführer und leitende Angestellte, aufgrund von Vertrag oder anderweitig durch Gesetz, Anspruch haben könnten.

Ausgaben in Verbindung mit Vorbereitung und Vertretung der Verteidigung einer Klage, Streitsache, Prozess oder Verfahren beschrieben in diesem Artikel, soll von der Gesellschaft vor der endgültigen Verfügung darüber bei Zugang jeglicher Unternehmung seitens oder im Namen eines leitenden Angestellten oder Geschäftsführers vorgestreckt werden, um den benannten Betrag zurückzuzahlen wenn es letztlich bestimmt ist, dass er keinen Anspruch auf Schadloshaltung unter diesem Artikel hat.



- Art. 9. Stimmrechte der Gesellschafter. Jeder Gesellschafter kann an kollektiven Entscheidungen teilnehmen. Die Zahl seiner Stimmen entspricht der Zahl seiner Gesellschaftsanteile und der Gesellschafter kann bei jeder Versammlung durch eine spezielle Vollmacht vertreten werden.
- Art. 10. Gesellschafterversammlungen. Die Beschlüsse der Gesellschafter werden in der im luxemburgischen Gesellschaftsrecht vorgeschriebenen Form und mit der darin vorgesehenen Mehrheit, schriftlich (soweit dies gesetzlich möglich ist) oder in Gesellschafterversammlungen, gefasst. Jede ordnungsgemäß konstituierte Gesellschafterversammlung der Gesellschaft beziehungsweise jeder ordnungsgemäß schriftlicher Beschluss vertritt die Gesamtheit der Gesellschafter der Gesellschaft.

Die Einberufung der Versammlungen durch den Geschäftsführer/die Geschäftsführung hat mindestens acht (8) Tage vor der Versammlung mittels eingeschriebenen Briefes an die Gesellschafter an ihre im Anteilsregister der Gesellschaft eingetragene Adresse, zu erfolgen. Wenn das gesamte Gesellschaftskapital der Gesellschaft vertreten ist, kann die Sitzung ohne vorherige Einberufung abgehalten werden.

Werden Beschlüsse im Wege eines Zirkularbeschlusses der Gesellschafter gefasst, so wird der Inhalt des Beschlusses mindestens acht (8) Tage bevor der Beschluss wirksam werden soll, an alle Gesellschafter an ihre im Anteilsregister eingeschriebene Adresse mittels eingeschriebenen Briefs übersandt. Die Beschlüsse werden wirksam bei Zustimmung der vom Gesetz vorgesehenen Mehrheiten für gemeinsame Entscheidungen (oder, unter der Voraussetzung der Befriedigung der Mehrheitsvoraussetzungen, am in dieser Entscheidung festgelegten Tag). Einstimmige Zirkularbeschlüsse können jederzeit ohne vorherige Ankündigung getroffen werden.

Soweit gesetzlich nichts anderes vorgesehen ist, (i) werden die in den Gesellschafterversammlungen zu fassenden Beschlüsse von den Gesellschaftern getroffen, welche mehr als die Hälfte des Geschäftskapitals vertreten. Wird eine solche Mehrheit bei der ersten Gesellschafterversammlung nicht erreicht, werden die Gesellschafter per Einschreiben zu einer zweiten Gesellschafterversammlung geladen und die Beschlüsse werden sodann aufgrund der Mehrheit der abgegebenen Stimmen gefasst, unbeschadet der Anzahl der vertretenen Geschäftsanteile. (ii) Die Satzung kann jedoch nur mit Zustimmung (x) der Mehrheit der Gesellschafter, welche (y) zwei Drittel des Gesellschaftskapitals vertreten, abgeändert werden und (iii) Entscheidungen, die Nationalität der Gesellschaft zu ändern, bedürfen der Zustimmung von Gesellschaftern, die einhundert Prozent (100%) des Gesellschaftskapitals vertreten.

Zu keiner Zeit soll die Gesellschaft mehr als dreißig (30) Gesellschafter haben. Zu keiner Zeit soll es einer natürlichen Person gestattet sein, ein Gesellschafter der Gesellschaft zu werden.

- Art. 11. Geschäftsjahr. Das Geschäftsjahr beginnt am ersten (1.) Januar und endet am einunddreißigsten (31.) Dezember eines jeden Jahres.
- Art. 12. Jahresabschluss. Der alleinige Geschäftsführer beziehungsweise die Geschäftsführung erstellt jedes Jahr die Jahresabrechnung der Gesellschaft.

Jeder Gesellschafter kann die Jahresabrechnung am Sitz der Gesellschaft einsehen.

Art. 13. Gewinnverwendung. Fünf Prozent (5%) des jährlichen Nettogewinns der Gesellschaft werden der gesetzlich vorgeschriebenen Rücklage zugeführt. Diese Rücklageeinzahlungspflicht besteht nicht mehr, sobald die gesetzliche Rücklage zehn Prozent (10%) des Gesellschaftskapitals beträgt.

Die Gesellschafter können auf der Grundlage eines von dem alleinigen Geschäftsführer, beziehungsweise der Geschäftsführung angefertigten Zwischenabschlusses die Ausschüttung von Abschlagsdividenden beschließen, sofern dieser Zwischenabschluss zeigt, dass ausreichend Gewinne und andere Reserven zur Ausschüttung zur Verfügung stehen, wobei der auszuschüttende Betrag die seit dem Ende des vorhergehenden Geschäftsjahres erzielten Gewinne, für welches die Jahresabschlüsse bereits bewilligt wurden, erhöht um die vorgetragenen Gewinne und ausschüttbaren Rücklagen, vermindert um die vorgetragenen Verluste und die der gesetzlichen Rücklage zuzuführenden Beträge, nicht übersteigen darf.

Der Saldo kann nach Entscheidung der Gesellschafterversammlung an die Gesellschafter ausgeschüttet werden.

Das Anteilsprämienkonto kann durch Beschluss der Gesellschafterversammlung an die Gesellschafter ausgeschüttet werden. Die Gesellschafterversammlung kann beschließen, jeden Betrag vom Anteilsprämienkonto auf die gesetzliche Rücklage zu übertragen.

- Art. 14. Auflösung. Im Falle einer Auflösung der Gesellschaft ernennen die Gesellschafter einen oder mehrere Liquidatoren, bei welchen es sich nicht um Gesellschafter handeln muss, zwecks der Durchführung der Auflösung und bestimmen ihre Befugnisse und Vergütung.
- Art. 15. Alleingesellschafter. Sofern nur ein Gesellschafter alle Geschäftsanteile der Gesellschaft hält, gilt Artikel 179 (2) des Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften und die Artikel 200-1 und 200-2 finden u.a. Anwendung.
- Art. 16. Anwendbares Recht. Sämtliche nicht ausdrücklich durch diese Satzung geregelten Angelegenheiten richten sich nach den entsprechenden Regelungen des anwendbaren Gesetzes.

Kosten

Die Kosten, Ausgaben, Vergütungen und Auslagen, unter welcher Form auch immer, welche der Gesellschaft aus Anlass dieser Akte entstehen werden, werden auf ungefähr EUR 1.000,-.



Der amtierende Notar, der englischen Sprache kundig, stellt hiermit fest, dass auf Ersuchen der vorgenannten Partei, diese Urkunde in englischer Sprache verfasst ist, gefolgt von einer Übersetzung in deutscher Sprache. Im Falle von Abweichungen zwischen dem englischen und dem deutschen Text, ist die englische Fassung maßgebend.

Worüber Urkunde, aufgenommen in Luxemburg, am Datum wie eingangs erwähnt.

Nach Verlesung und Erklärung alles Vorstehenden an den Erschienenen hat dieser mit dem amtierenden Notar diese Urkunde unterzeichnet.

Gezeichnet: F. SIÈGERT, C. DELVAUX.

Enregistré à Redange/Attert, le 12 mars 2014. Relation: RED/2014/510. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): T. KIRSCH.

FUER GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG, zwecks Hinterlegung im Handels- und Gesellschaftsregister und zum Zwecke der Veröffentlichung im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Redange-sur-Attert, den 17. März 2014.

Me Cosita DELVAUX.

Référence de publication: 2014039548/538.

(140045187) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mars 2014.

Noble Drilling (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Capital social: USD 100.000,00.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25B, boulevard Royal. R.C.S. Luxembourg B 135.475.

In the year two thousand and fourteen, on the eleventh day of February.

In front of Maître Carlo WERSANDT, notary public residing in the city of Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg.

Is held

an extraordinary general meeting of the sole shareholder of "NOBLE DRILLING (LUXEMBOURG) S.à r.l.", a Luxembourg "société à responsabilité limitée", having its registered office at 25B, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 135.475 (the "Company"), incorporated by a deed enacted by Maître Francis KESSELER, notary residing at Esch-sur-Alzette, Grand-Duchy of Luxembourg, on 24 December 2007, published in the "Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations" number C-390 dated 14 February 2008 and lastly amended by a deed enacted on 23 February 2012 by the undersigned notary, published in the "Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations" number C-946 dated 12 April 2012.

The sole shareholder of the Company, NOBLE NDC HOLDING (CYPRUS) LIMITED, a company existing under the laws of Cyprus, having its registered office at 1, Lampousas Street, 1095 Nicosia, Cyprus, holder of 22,591,981 (twenty-two million five hundred ninety-one thousand nine hundred eighty-one) shares of the Company (the "Sole Shareholder"), duly represented by Mrs Alexia UHL, private employee, residing professionally in Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal dated 11 February 2014.

The above-mentioned proxy, being initialled "ne varietur" by the appearing party and the undersigned notary, shall remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

The Sole Shareholder, represented as stated above, has requested the notary to record as follows:

- I. That the 22,591,981 (twenty-two million five hundred ninety-one thousand nine hundred eighty-one) shares of the Company, representing the whole share capital of the Company, are represented so that the meeting can validly decide on all the items of the agenda, of which the Sole Shareholder states as having been duly informed beforehand.
 - II. The agenda of the meeting is the following:

Agenda

- 1. Waiving of notice right;
- 2. Amendment of the articles of association in order to set out the rules of distribution of interim dividends;
- 3. Approval of the allocation of an amount of USD 2,261,893,505 (two billion two hundred sixty one million eight hundred ninety three thousand five hundred five United States Dollars) to an available distributable reserve account of the Company and consequently to decrease the share capital of the Company by an amount of USD 2,259,098,100 (two billion two hundred fifty nine million ninety eight thousand one hundred United States Dollars) so as to decrease it from its current amount of USD 2,259,198,100 (two billion two hundred fifty nine million one hundred ninety eight thousand one hundred United States Dollars) to an amount of USD 100,000 (one hundred thousand United States Dollars) by the cancellation of 22,590,981 (twenty- two million five hundred ninety thousand nine hundred eighty one) shares and the subsequent decrease of the legal reserve of the Company by an amount of USD 2,795,405 (two million seven hundred ninety five thousand four hundred five United States Dollars) so as to decrease it from its current amount of USD 2,805,405 (two million eight hundred and five thousand four hundred and five United States Dollars) to an amount of USD 10,000 (ten thousand United States Dollars);



- 4. Approval of the subsequent amendment of articles 8 and 21 of the articles of association of the Company in order to reflect the new share capital and such amendment pursuant to the above resolutions; and
 - 5. Miscellaneous.

After the foregoing was approved by the Sole Shareholder of the Company, the following resolutions have been taken:

First resolution:

It is resolved that the Sole Shareholder waives its right to the prior notice of the current meeting; the Sole Shareholder acknowledges being sufficiently informed on the agenda and considers being validly convened and therefore agrees to deliberate and vote upon all the items of the agenda. It is further resolved that all the relevant documentation has been put at the disposal of the Sole Shareholder within a sufficient period of time in order to allow it to carefully examine each document.

Second resolution:

It is resolved to amend the articles of association of the Company in order to set out the rules of distribution of interim dividends and notably to expressly allow the Company to distribute amounts as dividends from any special distributable reserve of the Company to be created for this purpose.

Third resolution:

It is resolved to allocate an amount of USD 2,259,098,100 (two billion two hundred fifty-nine million ninety-eight thousand one hundred United States Dollars) of the share capital of the Company and an amount of USD 2,795,405 (two million seven hundred ninety-five thousand four hundred five United States Dollars) of its legal reserve to a special distributable reserve of the Company (the "Allocation"), it being noted that any amounts shall be distributed from this special distributable reserve as a dividend according to the conditions of the article 21 of articles of association of the Company, as amended.

As a consequence of the Allocation, the share capital of the Company shall first be decreased by an amount of USD 2,259,098,100 (two billion two hundred fifty-nine million ninety-eight thousand one hundred United States Dollars) so as to decrease it from its current amount of USD 2,259,198,100 (two billion two hundred fifty-nine million one hundred ninety-eight thousand one hundred United States Dollars) to an amount of USD 100,000 (one hundred thousand United States Dollars) by the cancellation of 22,590,981 (twenty-two million five hundred ninety thousand nine hundred eighty-one) shares with a nominal value of USD 100 (one hundred United States Dollars) each.

As a consequence of the Allocation, the legal reserve of the Company shall also be decreased by an amount of USD 2,795,405 (two million seven hundred ninety-five thousand four hundred five United States Dollars) so as to decrease it from its current amount of USD 2,805,405 (two million eight hundred five thousand four hundred five United States Dollars) to an amount of USD 10,000 (ten thousand United States Dollars).

Fourth resolution:

As a consequence of the foregoing statements and resolutions, it is resolved to amend article 8 and 21 of the Company's articles of association so as to read as follows:

- "Art. 8. The Company's capital is set at USD 100,000 ([one hundred thousand] United States Dollars), represented by 1,000 (one thousand) shares with a par value of USD 100 (one hundred United States Dollars) each."
- " Art. 21. The credit balance of the profit and loss account, after deduction of the expenses, costs, amortizations, charges and provisions represents the net profit of the Company.

Every year five percent of the net profit will be transferred to the statutory reserve.

This deduction ceases to be compulsory when the statutory reserve amounts to one tenth of the issued capital but must be resumed till the reserve fund is entirely reconstituted if, at any time and for any reason whatever, it has been broken into.

The balance is at the disposal of the shareholders.

The excess is distributed among the shareholders. However, the shareholders may decide, at the majority vote determined by the relevant laws, that the profit, after deduction of the reserve, be either carried forward or transferred to an extraordinary reserve.

The General Meeting may resolve to declare interim dividends before the end of the current financial year upon the proposition of the board of directors and on the basis of a statement of accounts prepared by the board of directors and showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that the amount to be distributed may not exceed realised profits since the end of the last financial year, increased by profits carried forward and available reserves, less losses carried forward and sums to be allocated to a special distributable reserve to be established according to the provisions of the Luxembourg law of commercial companies, as amended."

Estimate of costs

The costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the Company or which shall be charged to it in connection with its capital decrease, have been estimated at about two thousand Euros (EUR 2,000.-).



There being no further business before the meeting, the same was thereupon adjourned.

Statement

The undersigned notary, who understands and speaks English and French, states herewith that, on request of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same appearing party, and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Luxembourg, at the date indicated at the beginning of the document.

After reading the present deed to the proxyholder of the appearing party, known to the notary by her name, first name, civil status and residence, the said proxyholder of the appearing person has signed together with Us, the notary, the present deed.

Traduction française du texte qui précède

L'an deux mille quatorze, le onze février.

Par devant Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-duché de Luxembourg.

S'est tenue

une assemblée générale extraordinaire de l'associé unique de «NOBLE DRILLING (LUXEMBOURG) S.à r.l.», une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social sis au 25B, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, Grand-duché de Luxembourg, enregistrée auprès du Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 135.475 (la «Société»), constituée suivant acte par devant Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, Grand-duché de Luxembourg, du 24 décembre 2007, publié au Mémorial C, recueil des Sociétés et Associations numéro C-390 du 14 février 2008 et modifié pour la dernière fois par un acte du 23 février 2012, par devant le notaire instrumentant, Grand-duché de Luxembourg, publié au Mémorial C, recueil des Sociétés et Associations numéro C-946 du 12 avril 2012.

L'associé unique de la Société, NOBLE NDC HOLDING (CYPRUS) LIMITED, une société constituée selon le droit applicable à Chypre, ayant son siège social au 1, Lampousas Street, 1095 Nicosia, Chypre, détenteur des 22.591.981 (vingt-deux millions cinq cent quatre-vingt-onze mille neuf cent quatre-vingt-une) parts sociales de la Société (l'«Associé Unique»), dûment représenté par Madame Alexia UHL, employée privée, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé le 11 février 2014.

La procuration susmentionnée, signée «ne varietur» par la partie comparante et le notaire soussigné, restera annexée au présent acte pour être enregistrée ensemble avec lui auprès de l'administration de l'enregistrement

L'Associé Unique, représenté tel qu'indiqué ci-dessus, a demandé au notaire d'acter ce qui suit:

- I. Que les 22.591.981 (vingt-deux millions cinq cent quatre-vingt-onze mille neuf cent quatre-vingt-une) parts sociales de la Société, représentant l'intégralité du capital social de la Société, sont représentées de sorte que l'assemblée peut valablement se prononcer sur tous les points portés à l'ordre du jour, dont l'Associé Unique déclare avoir été dûment informé.
 - II. L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

Ordre du jour

- 1. Renonciation au droit de convocation;
- 2. Modification des statuts afin de déterminer les règles de distribution de dividendes intérimaires et afin d'autoriser expressément la Société à effectuer de telles distributions;
- 3. Approbation de l'allocation d'un montant de 2.261.893.505 USD (deux milliards deux cent soixante et un millions huit cent quatre vingt treize mille cinq cent cinq Dollars des Etats-Unis d'Amérique) à un compte de réserve disponible et distribuable de la Société et conséquemment de la réduction du capital social de la société d'un montant de 2.259.098.100 USD (deux milliards deux cent cinquante neuf millions quatre vingt dix-huit mille cent Dollars des Etats-Unis d'Amérique) de sorte à le réduire de son montant actuel de 2.259.198.100 USD (deux milliards deux cent cinquante neuf millions cent quatre vingt dix-huit cent Dollars des Etats-Unis d'Amérique) à un montant de 100.000 USD (cent mille Dollars des Etats-Unis d'Amérique) par l'annulation de 22.590.981 (vingt deux millions cinq cent quatre vingt dix mille neuf cent quatre vingt une) parts sociales, et de la réduction subséquente de la réserve légale de la Société d'un montant de 2,795,405 USD (deux millions sept cent quatre vingt quinze mille quatre cent cinq Dollars des Etats-Unis d'Amérique) de sorte à la réduire de son montant actuel de 2,805,405 USD (deux millions huit cent cinq mille quatre cent cinq Dollars des Etats-Unis d'Amérique) à un montant de 10.000 USD (dix mille Dollars des Etats-Unis d'Amérique);
- 4. Approbation subséquente de la modification des articles 8 et 21 des statuts de la Société en conséquence des résolutions ci-dessus; et
 - 5. Divers.

Suite à l'approbation de ce qui précède par l'Associé Unique, les résolutions suivantes ont été adoptées:



Première résolution:

Il est décidé que l'Associé Unique renonce à son droit de convocation préalable afférente à cette assemblée générale qui aurait du lui être envoyée avant cette assemblée; l'Associé Unique reconnaît avoir été suffisamment informé de l'ordre du jour et se considère valablement convoqué et en conséquence accepte de délibérer et voter sur tous les points à l'ordre du jour. Il est en outre décidé que toute la documentation produite lors de cette assemblée a été mise à la disposition de l'Associé Unique dans un laps de temps suffisant afin de lui permettre un examen attentif de chaque document.

Seconde résolution:

Il est décidé de modifier les statuts de la Société afin de déterminer les règles de distribution de dividendes intérimaires et notamment d'autoriser expressément la Société à distribuer ces montants en tant que dividendes à partir d'une réserve distribuable spéciale de la Société créée à cet effet.

Troisième résolution:

Il est décidé d'allouer un montant de 2.259.098.100 USD (deux milliards deux cent cinquante-neuf millions quatre-vingt-dix-huit mille cent Dollars des Etats-Unis d'Amérique) du capital social de la Société et un montant de 2.795.405 USD (deux millions sept cent quatre-vingt-quinze mille quatre cent cinq Dollars des Etats-Unis d'Amérique) de sa réserve légale à une réserve spéciale distribuable de la Société, étant entendu que les fonds à distribuer selon les conditions énoncées à l'article 21 des statuts de la Société, ainsi modifié (l'«Allocation»).

En conséquence de l'Allocation, le capital social de la Société sera d'abord réduit d'un montant de 2.259.098.100 USD (deux milliards deux cent cinquante-neuf millions quatre-vingt-dix-huit mille cent Dollars des Etats-Unis d'Amérique) de sorte à le réduire de son montant actuel de 2.259.198.100 USD (deux milliards deux cent cinquante-neuf millions cent quatre-vingt-dix-huit cent Dollars américains) à un montant de 100.000 USD (cent mille Dollars des Etats-Unis d'Amérique) par l'annulation de 22.590.981 (vingt-deux millions cinq cent quatre-vingt-dix mille neuf cent quatre-vingt-une) parts sociales sans valeur nominale.

En conséquence de l'Allocation, la réserve légale de la Société sera ensuite réduite d'un montant de 2.795.405 USD (deux millions sept cent quatre-vingt-quinze mille quatre cent cinq Dollars des Etats-Unis d'Amérique) de sorte à la réduire de son montant actuel de 2.805.405 USD (deux millions huit cent cinq mille quatre cent cinq Dollars des Etats-Unis d'Amérique) à un montant de 10.000 USD (dix mille Dollars des Etats-Unis d'Amérique).

Quatrième résolution:

En conséquence des déclarations et résolutions qui précèdent, il est décidé de modifier l'article 8 des Statuts pour lui donner la teneur suivante:

- « **Art. 8.** Le capital social de la Société est fixé à 100.000 USD (cent mille Dollars des Etats-Unis d'Amérique), représenté par 1.000 (mille) parts sociales de 100 USD (cent Dollars des Etats-Unis d'Amérique) chacune.»
- « **Art. 21.** L'excédent favorable du compte de profits et pertes, après déduction des frais, charges et amortissements et provisions, constitue le bénéfice net de la Société.

Chaque année, cinq pour cent du bénéfice net seront affectés à la réserve légale.

Ces prélèvements cesseront d'être obligatoires lorsque la réserve légale aura atteint un dixième du capital social, mais devront être repris jusqu'à entière reconstitution, si à un moment donné et pour quelque cause que ce soit, le fonds de réserve se trouve entamé.

Le solde du bénéfice net est distribué entre les associés.

Néanmoins, les associés peuvent, à la majorité prévue par la loi, décider qu'après déduction de la réserve légale, le bénéfice sera reporté à nouveau ou transféré à une réserve spéciale.

L'assemblée générale des associés peut décider de déclarer des dividendes intérimaires sur proposition du conseil d'administration et sur base d'un état comptable préparé par le conseil de d'administration, desquels il devra ressortir que des fonds suffisants sont disponibles pour la distribution, étant entendu que les fonds à distribuer ne peuvent pas excéder le montant des bénéfices réalisés depuis le dernier exercice social augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables mais diminué des pertes reportées et des sommes à porter dans une réserve distribuable spéciale créée selon les dispositions de la Loi sur les sociétés commerciales luxembourgeoise, telle que modifiée.

Estimation des frais

Les coûts, frais, taxes et charges, sous quelque forme que ce soit, devant être supportés par la Société ou devant être payés par elle en rapport avec le présent Acte, ont été estimés à deux mille euros (EUR 2.000,-).

Aucun autre point n'ayant à être traité par l'assemblée, celle-ci est ajournée.

SERVICE CENTRAL DE LÉGISLATION LUXEMBOURG

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais et français, déclare par les présentes, qu'à la requête de la comparante le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française; à la requête de la même comparante, et en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise prévaudra.

DONT ACTE, le présent acte a été passé à Luxembourg, à la date indiquée en tête des présentes.

Après lecture du présent acte à la mandataire de la partie comparante, connue du notaire par son nom, prénom, état civil et domicile, ladite mandataire de la partie comparante a signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: A. UHL, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 13 février 2014. LAC/2014/7015. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Irène THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée;

Luxembourg, le 11 mars 2014.

Référence de publication: 2014039632/215.

(140045228) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mars 2014.

Parma Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 88.410.

Extrait des décisions prises par l'assemblée générale des actionnaires tenue extraordinairement en date du 14 février 2014

- 1. M. Vincent REGNAULT a démissionné de son mandat d'administrateur B.
- 2. M. Tamas MARK, administrateur de sociétés, né le 8 juin 1981 à Budapest (Hongrie), demeurant professionnellement à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, a été nommé comme administrateur B jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2014.

Veuillez prendre note que le siège du commissaire INTERAUDIT se situe depuis le 20 septembre 2013 à L-2529 Howald, 37, rue des Scillas.

Luxembourg.

Pour extrait et avis sincères et conformes

Pour PARMA INVESTMENTS S.A.

Intertrust (Luxembourg) S.à r.l.

Référence de publication: 2014040296/18.

(140046368) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 mars 2014.

Lion/Seneca Lux 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 1.190.761,20.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 154.178.

Extrait des résolutions du conseil de gérance

En date du 28 février 2014, le conseil de gérance a décidé de transférer le siège social de la Société du 13-15, avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg au 6, rue Eugène Ruppert, L- 2453 Luxembourg et ce avec effet au 28 février 2014,

Nous vous prions également de bien vouloir prendre note du changement d'adresse des gérants B suivant avec effet au 28 février 2014:

- Monsieur Richard Brekelmans, 6, rue Eugène Ruppert, L- 2453 Luxembourg
- Monsieur Michael Verhulst, 6, rue Eugène Ruppert, L- 2453 Luxembourg
- Intertrust Management (Luxembourg) S.à r.l., 6, rue Eugène Ruppert, L- 2453 Luxembourg

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 mars 2014.

Signature

Un Mandataire

Référence de publication: 2014040208/20.

(140046628) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 mars 2014.

Editeur: Service Central de Législation, 43, boulevard F.-D. Roosevelt, L-2450 Luxembourg

Imprimeur: Association momentanée Imprimerie Centrale / Victor Buck